

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van het academiejaar 2021-2022.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor onderwijs en vorming, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 25 juni 2021.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Vlaamse minister van Onderwijs, Sport, Dierenwelzijn en Vlaamse Rand,
B. WEYTS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2021/21482]

25 JUIIN 2021. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juillet 2019 portant reconnaissance du « graduaat in de HR-support » en tant que nouvelle formation de la « Thomas More Mechelen-Antwerpen », en ce qui concerne l'ajout de l'implantation de Malines

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993 ;
- le Code de l'Enseignement supérieur du 11 octobre 2013, sanctionné par le décret du 20 décembre 2013, article II.98, § 1, remplacé par le décret du 4 mai 2018, et article II.152, alinéa 7, inséré par le décret du 3 juillet 2020.

Formalités

Les formalités suivantes sont remplies :

- La Nederlands-Vlaamse Accreditatieorganisatie (Organisation d'accréditation néerlandaise-flamande) a pris une décision d'évaluation positive le 11 juin 2019.
- Le ministre flamand compétent pour le budget a donné son accord le 21 juin 2021.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Dans l'article 1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 juillet 2019 portant reconnaissance du « graduaat in de HR-support » en tant que nouvelle formation de la « Thomas More Mechelen-Antwerpen », les mots « l'implantation d'Anvers » sont remplacés par les mots « les implantations d'Anvers et de Malines ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'année académique 2021-2022.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour l'enseignement et la formation est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 juin 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Enseignement, des Sports, du Bien-Être des Animaux et du Vlaamse Rand,
B. WEYTS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31922]

17 JUIIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière de gestion et de traçabilité des terres

Le Gouvernement wallon,

- Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, article 4^{ter}, § 3, modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018;
- Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, article 3, alinéa 4;
- Vu le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, articles 4 et 5;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant certaines dispositions en la matière;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;
- Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4^{ter} du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets;
- Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 juin 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2020;

Vu le rapport genre établi le 24 juin 2020 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 2 septembre 2020;

Vu l'avis 68.220/4 du Conseil d'État, donné le 2 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant les avis remis par le pôle « Environnement » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, le Comité technique visé à l'article 33 de l'arrêté du 5 juillet 2018 susvisé, ainsi que les avis d'initiative remis par Aquawal, Wallonie Développement et FedieX;

Considérant que le report de l'entrée en vigueur, au 1^{er} mai 2020, de l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses mesures en la matière, a permis un retour des acteurs de terrain dans la gestion des terres excavées;

Que l'ensemble des avis transmis a été analysé et que des pistes d'amélioration ont été dégagées;

Que ces avis ont mis en évidence que certaines dispositions nécessitaient selon le cas d'être précisées ou améliorées, en tenant compte notamment de la réalité de terrain;

Considérant la nécessité d'améliorer l'efficacité du système et la praticabilité des dispositions réglementaires;

Considérant que les objectifs et les mécanismes essentiels de l'arrêté du 5 juillet 2018 doivent néanmoins être préservés en ce qu'ils permettent de garantir une protection efficace de l'environnement, ainsi que la transparence et l'égalité de traitement dans les marchés publics de travaux, d'assurer la couverture des coûts de contrôle qualité et de gestion des terres évitant les comportements illicites, et d'éviter les spéculations dans la gestion des terres;

Considérant les données cartographiques disponibles permettant d'établir la situation de fait des terrains agricoles depuis au moins 1971;

Considérant que les rubriques 90.28.01.03 et 90.28.02.02 sont soumises à étude d'incidence en cas de remblayage sous le niveau de la nappe phréatique quel que soit le volume remblayé;

Considérant que les actes et travaux d'assainissement, tels qu'abordés dans le chapitre IV, section 3, sous-section 3, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, peuvent être réalisés sous le niveau de la nappe phréatique;

Considérant que la réhabilitation d'un terrain, après les actes et travaux d'assainissement, est définie dans un projet d'assainissement qui vaut permis d'environnement, permis d'urbanisme ou permis unique au sens de l'article 67 du décret du 1^{er} mars 2018;

Considérant qu'un projet d'assainissement, approuvé par l'administration, détermine la qualité des matériaux de remblais, afin que ceux-ci soient compatibles avec l'usage ou les usages retenus du site;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets*

Article 1^{er}. À l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018, la ligne rédigée comme suit est insérée entre la ligne afférente au code 170504-VO et la ligne afférente au code 191302-TD :

170504-VF	Terre de voie ferrée	Terre de voie ferrée telles que définies dans l'AGW du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Terre répondant aux exigences de l'AGW du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière	Utilisation en voie ferrée conformément à l'AGW du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière
-----------	----------------------	--	---	--

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol*

Art. 2. À l'annexe I, 90 Assainissement, voirie et gestion des déchets, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 septembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'intitulé de la rubrique 90.28.01.03, les mots « sauf dans le cadre d'actes et de travaux d'assainissement » sont insérés entre les mots « nappe phréatique » et les mots « , ou excède »;

2° dans l'intitulé de la rubrique 90.28.02.02, les mots « sauf dans le cadre d'actes et de travaux d'assainissement » sont insérés entre les mots « nappe phréatique » et les mots « , ou excède ».

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière*

Art. 3. À l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les alinéas 1^{er} à 8 sont rassemblés dans un paragraphe 1^{er};

b) au 8°, les mots « un centre d'enfouissement technique » sont insérés entre le mot « récepteur, » et le mot « ou »;

c) au 9°, le chiffre « 5 » est remplacé par le chiffre « IV »;

d) au 12°, les mots « §1^{er}, » sont insérés entre les mots « article 9, » et « alinéa »;

e) au 13°, les mots « de certificats de contrôle qualité des terres distincts » sont remplacés par les mots « d'un certificat de contrôle qualité des terres ou de certificats de contrôle qualité des terres distincts »;

f) au 21°, les mots « la terre de déblais mobilisée lors de travaux relatifs à une voirie ou lors de travaux effectués au niveau d'une assiette ou d'une ancienne assiette de chemin de fer ou de chemin de fer vicinal ou de l'accotement d'une telle assiette » sont remplacés par les mots « la terre de déblais mobilisée lors de travaux relatifs à une voirie »;

g) il est inséré un 21/1° rédigé comme suit :

« 21°/1 terre de voie ferrée : la terre de déblais mobilisée lors de travaux relatifs à une voie ferrée; »;

h) il est inséré un 26/1° rédigé comme suit :

« 26°/1 assiette : la zone reprenant les assises d'une voie ferrée ou d'une ancienne voie ferrée en ce compris les pistes latérales ou les anciennes pistes latérales à cette voie, y compris l'espace souterrain y afférent; »;

i) il est inséré un 26°/2 rédigé comme suit :

« 26°/2 voie ferrée : l'assiette ou l'ancienne assiette de voie de chemin de fer ou de chemin de fer vicinal; »;

2° l'alinéa 1^{er} est complété par un 29°, 30°, 31°, 32° et 33° rédigés comme suit :

« 29° centre d'enfouissement technique : Centre d'Enfouissement Technique tel que visé par l'article 2, 18°, du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

30° CET de classe 2 : centre d'enfouissement technique tel que visé par l'article 3, 2^{ème} tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique;

31° Arrêté « sols » : arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

32° sol non pollué : sol qui n'est pas pollué au sens du décret;

33° risque additionnel : possibilité d'aggraver un état ou une situation existante. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2^{ème} :

« Concernant le 7°, le promoteur-constructeur constitue le maître d'ouvrage dès lors qu'il initie et prend la maîtrise du projet de construction en charge. »;

4° l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« Concernant le 17°, par exception, ne sont pas suspectes :

1° les parcelles pour lesquelles une dérogation visée à l'article 73 de l'arrêté « sols » du 6 décembre 2018 a été obtenue et a été jointe au permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique ou permis intégré autorisant, in fine, les excavations de terres sur le site d'origine;

2° le temps de la mise en œuvre du volet urbanistique, les parcelles, initialement non reprises à la Banque de données de l'état des sols, qui, à la suite d'une demande de permis unique impliquant l'implantation de nouvelles installations ou activités présentant un risque pour le sol, sont reprises en 1^{ère} catégorie à la Banque de données de l'état des sols au sens de l'article 12 du décret;

3° les parcelles pour lesquelles un certificat de contrôle du sol (ou la décision visée à l'article 79, § 6, du décret) ou un certificat de contrôle qualité des terres a été délivré et ne consigne aucune pollution résiduelle pour l'usage ou pour les usages considérés, pour autant :

i. qu'aucune pollution du sol ne soit survenue après la délivrance du certificat (ou de la décision visée à l'article 79, § 6, du décret);

ii. qu'aucune activité présentant un risque pour le sol n'ait été exercée plus de cinq ans après la délivrance du certificat;

iii. que toutes les zones de pollutions potentielles aient été investiguées. »;

5° à l'alinéa 7 ancien, devenant l'alinéa 8, dans la 1^{ère} colonne du tableau, les mots « article 7 » sont remplacés par les mots « articles 6 et 7/1 »;

6° l'article 1^{er} est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Les montants exprimés en euros contenus dans le présent arrêté s'entendent hors TVA. ».

Art. 4. À l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : « Le présent arrêté s'applique aux terres de déblais, en ce compris les terres de voirie et les terres de voies ferrées, ainsi qu'aux terres de productions végétales et aux terres décontaminées »;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

- au 2°, les mots « lorsque le volume total des excavations n'y excède pas 10 m³ » sont remplacés par les mots « lorsque le volume total n'excède pas 20 m³ »;

- au 4°, les mots « le plan » sont remplacés par « du plan »;

3° l'alinéa 2 est complété par un 6° et un 7° rédigés comme suit :

« 6° Les terres de déblais excavées et réutilisées sur le site d'origine dans une zone de même type d'usage, ou un type d'usage moins sensible que la zone dont proviennent les terres conformément au certificat de contrôle du sol et à un permis d'urbanisme, un permis unique ou un permis intégré;

7° pour les sites d'origine ayant fait l'objet d'actes et travaux d'assainissement confiés à la SPAQuE en exécution du décret ou en exécution de l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, les terres de déblais excavées et réutilisées sur le site d'origine dans une zone de même type d'usage, ou un type d'usage moins sensible que la zone dont proviennent les terres conformément à la note d'état des connaissances établie par la SPAQuE au terme des travaux et à un permis d'urbanisme, un permis unique ou un permis intégré. ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « peut adopter » sont remplacés par le mot « adopte »;

2° l'alinéa 2 est complété par les tirets suivants :

« - établir une procédure spécifique favorisant la valorisation des terres à l'origine et à destination de zones présentant des concentrations de fond, sur la base d'une cartographie adaptée des concentrations de fond;

- établir les règles relatives au principe d'équivalence de concentrations de fond telles que précisé à l'article 14, §1^{er}, alinéa 2;

- établir une méthodologie d'évaluation du risque additionnel visé à l'article 14;

- établir une méthodologie d'évaluation des risques dans le cadre de l'application de l'article 15. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Les règles minimales visant à garantir la qualité de la démarche d'expertise sont reprises à l'annexe 7. »;

4° à l'alinéa 3 ancien, devenant alinéa 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 7^e tiret, les mots « , alinéa 2, 3° » sont abrogés;

b) le tiret suivant est inséré entre le 7^e et le 8^e tiret :

« - préciser les revêtements visés à l'article 13, § 1^{er} pour les plateformes de voirie; ».

Art. 6. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018, est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les terres de déblais destinées à être utilisées font l'objet d'un contrôle qualité.

Les prélèvements sont réalisés par une personne visée à l'article 48 de l'arrêté « sols ».

§ 2. Le contrôle qualité des terres de déblais est effectué préalablement avant leur évacuation du site d'origine.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les terres de déblais évacuées dans une installation autorisée peuvent faire l'objet d'un contrôle qualité dans cette installation au lieu de l'être sur le site d'origine, pour autant que toutes les dispositions soient prises afin que le transport et le stockage des terres soient effectués dans le respect de la réglementation environnementale en vigueur. Dans ce cas, le contrôle qualité des terres et l'acheminement des échantillons vers le laboratoire agréé sont réalisés dans les quinze jours suivant la réception de l'entière du lot de terres dans l'installation autorisée.

Si le contrôle qualité effectué en application de l'alinéa 2 établit qu'un lot de terres ne répond pas aux conditions du permis d'environnement de l'installation autorisée, ou aux conditions d'utilisation visées à l'article 14, § 1^{er}, ce lot est acheminé vers une installation autorisée de traitement de terres polluées endéans les 3 jours suivant la réception des certificats d'analyse établis par le laboratoire agréé.

§ 3. L'obligation visée au paragraphe 1^{er} ne s'applique pas dans les cas suivants :

1° le volume total des terres de déblais évacué du site d'origine n'excède pas 400 m³ et les conditions suivantes sont remplies :

a) le site d'origine n'est pas suspect;

b) le site récepteur a un type d'usage identique ou moins sensible que celui du site d'origine ou, dans le cas de terres de déblais émanant d'un site dont la situation de fait, quel que soit le type d'usage de droit, est agricole sans discontinuer depuis au moins 1971, le site récepteur a un type d'usage II tel que déterminé conformément à l'article 12, alinéa 2;

2° les terres de voiries sont réutilisées dans la plateforme d'une autre voirie et

a) les terres sont issues d'un sol non pollué, indépendamment d'un usage normal de la route;

b) le site récepteur est désigné par le maître de l'ouvrage public;

c) la zone d'utilisation :

i) ne se situe pas en zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine;

ii) ne relève pas des milieux protégés par ou en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

iii) n'est pas exposée à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs visés à l'article D.IV.57 du Code de Développement territorial tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.53 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique;

iv) ne constitue pas un chemin forestier, une voirie agricole, une voie du réseau autonome des voies lentes Ravel non adjacente à une chaussée, un chemin forestier ou une voirie dont la bande de roulement ouverte à la circulation a une largeur de 2 mètres ou moins;

d) dans les zones accessibles au public et non couvertes par un revêtement, la couche de couverture de terres d'origine est remise en place sur une épaisseur de minimum vingt centimètres;

3° les terres de déblais proviennent d'un site dont l'usage est de type I ou II et

a) le site d'origine n'est pas suspect;

b) le site récepteur a le même type d'usage que la zone concernée du site d'origine;

c) la zone d'utilisation est désignée par le maître d'ouvrage qui procède à l'excavation;

d) le maître d'ouvrage dispose d'un droit réel ou d'un bail à ferme sur le site récepteur;

4° les terres de déblais sont excavées dans le cadre des actes et travaux d'assainissement d'un terrain faisant l'objet d'un projet d'assainissement approuvé conformément au décret, d'une mesure de gestion immédiate conforme à l'article 80 du décret, d'une décision du Gouvernement wallon chargeant la SPAQuE de procéder à des mesures de réhabilitation ou d'un plan de remédiation approuvé par l'autorité compétente, et sont transportées vers une installation autorisée de traitement de terres polluées;

5° les terres de déblais proviennent d'une autre région ou d'un autre pays. Dans ce cas, le contrôle qualité est réalisé préalablement à leur introduction sur le territoire ou conformément au paragraphe 2, alinéas 2 et 3, selon les dispositions du présent arrêté;

6° les terres de voie ferrée sont réutilisées sur une autre voie ferrée aux conditions que suivantes :

a) les terres sont issues d'un sol non pollué, indépendamment des activités ferroviaires;

b) le site récepteur est désigné par le maître d'ouvrage;

c) la zone d'utilisation :

i) ne se situe pas en zone de prévention d'un ouvrage de prise d'eau souterraine déterminée en vertu de l'article R.156 du Livre II du Code de l'environnement contenant le Code de l'eau;

ii) ne relève pas des milieux protégés par ou en vertu de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

iii) n'est pas exposée à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs visés à l'article D.IV.57 du Code de Développement territorial tels que l'inondation comprise dans les zones soumises à l'aléa inondation au sens de l'article D.IV.53 du Code de l'eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique.

§ 4. Le contrôle qualité des terres de déblais porte sur les paramètres visés à l'annexe 2, ainsi que les caractéristiques reprises à l'article 13, § 1^{er}.

Les résultats des analyses réalisées conformément aux dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, ou du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et de ses arrêtés d'exécution, peuvent être valablement réutilisés pour la caractérisation des terres pour autant qu'ils soient pertinents et actuels, et notamment qu'aucune autre pollution ne soit suspectée ou ne soit susceptible d'avoir augmenté les concentrations de polluants identifiées. Plus particulièrement, les résultats obtenus suite à la réalisation d'investigations des remblais dans le cadre d'une étude d'orientation, de caractérisation, ou, le cas échéant, d'une étude combinée, sont valables et suffisants pour caractériser la qualité des terres au sens du présent arrêté. ».

Art. 7. À l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Les prélèvements sont réalisés par une personne visée à l'article 48 de l'arrêté « sols ». »;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 7/1 rédigé comme suit :

« Art. 7/1. Les terres de production végétales font l'objet d'un contrôle qualité avant de quitter l'installation de production de celles-ci.

Dans le cas où ces terres sont utilisées sur un site récepteur dont le type d'usage est agricole, le contrôle qualité s'effectue conformément aux décisions d'enregistrement délivrées en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets.

Dans les cas non visés à l'alinéa 2, le contrôle qualité est opéré conformément à l'article 6, § 4. ».

Art. 9. À l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cadre des missions qui lui sont confiées conformément à l'article 43 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, et par dérogation aux alinéas qui précèdent, la SPAQuE est habilitée à établir le rapport de qualité des terres. »;

2° le paragraphe 3, 1°, est complété par les mots suivants :

« et le site d'origine des terres dans les cas visés à l'article 6, § 2; ».

Art. 10. À l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, la première phrase de l'alinéa 3 est remplacé comme suit :

« Dans les quinze jours à dater de la réception du rapport, la décision est adressée au demandeur par voie électronique. Le demandeur transmet copie de la décision au titulaire d'un droit réel sur le site d'origine. Cette décision, soit : »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« Si le rapport est refusé suite à une absence de décision dans le délai visé au quatrième alinéa, l'administration ou l'organisme de suivi en cas de concession, rembourse au demandeur les droits de dossier visés à l'article 11. »;

3° dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot « terrain » est remplacé par le mot « site »;

4° dans le paragraphe 2, alinéa 3, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept »;

5° dans le paragraphe 2, alinéa 5, le mot « nouveau » est supprimé et le mot « trente » est remplacé par le mot « quinze »;

6° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « deux ans » sont remplacés par les mots « cinq ans »;

7° dans le paragraphe 3, alinéa 3, les mots « La durée de validité peut être prolongée pour une égale durée suivant la procédure établie au paragraphe 1^{er}, sur la démonstration que les caractéristiques des terres n'ont pas été modifiées depuis l'introduction du rapport de qualité des terres » sont abrogés.

Art. 11. Dans le même arrêté, l'article 10 est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :

« § 4. La durée de validité du certificat de contrôle qualité des terres peut être prolongée pour une durée de cinq ans. Les modalités de prolongation sont fixées par le GRGT.

La prolongation visée à l'alinéa premier n'est pas admise en cas d'incident ou tout autre évènement susceptible d'avoir modifié la qualité des terres objet du certificat de contrôle qualité des terres.

§ 5. Le maître d'ouvrage, en cas d'incident ou d'évènement susceptible de modifier la qualité des terres telle que reprise dans un rapport de qualité des terres, avant tout nouveau mouvement de terres impactées par l'incident, procède à la mise à jour du rapport qualité des terres, qui remplace le précédent et sollicite la mise à jour du certificat de contrôle de qualité des terres, qui remplace le précédent. ».

Art. 12. À l'article 11, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 2, les mots « Il est établi comme suit » sont remplacés par les mots « Le montant est établi comme suit : »;

2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Lorsque la demande doit être examinée à plus de trois reprises du fait de l'incomplétude du rapport initial, un droit de dossier complémentaire équivalent à 10 % du droit de dossier initial visé à l'alinéa précédent, avec un minimum de 100 euros et un maximum de 300 euros, est levé préalablement à l'octroi d'une décision relative au certificat de contrôle qualité des terres. »;

3° à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 4, les mots « du présent article » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « est »;

4° au paragraphe 1^{er}, alinéa 4 ancien, devenant l'alinéa 5, les mots « du présent article » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « en ».

Art. 13. L'article 11 est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Lorsque la demande porte sur la prolongation de la durée de validité du certificat de contrôle qualité des terres en application de l'article 10, § 4, un droit de dossier est levé correspondant à 10 % du montant du droit de dossier levé lors de la délivrance du premier certificat, avec un montant minimum de 100 euros et un montant maximum de 300 euros.

Lorsque la demande porte sur la mise à jour du certificat de contrôle qualité des terres en application de l'article 10, § 5, un droit de dossier est levé correspondant à un montant forfaitaire de 100 euros. ».

Art. 14. L'article 12, alinéa 2, du même arrêté est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° par le type d'usage V, dans le cas de voiries et de voies ferrées, sauf dans les hypothèses visées à l'article 6, § 3, 2°, c), où le type d'usage est établi conformément aux points précédents. ».

Art. 15. À l'article 13 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} :

l'alinéa 2 est complété par la phrase suivante :

« Les terres de déblais utilisées sur une plateforme de voirie dans des zones accessibles au public et non couvertes par un revêtement respectent la condition reprise à l'article 6, § 3, 2°, d). »;

trois alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Pour les terres de voie ferrée utilisées dans la plateforme d'une autre voie ferrée, la teneur maximale autorisée en débris de construction inertes visée à l'alinéa 1^{er}, 3°, est portée à 10 %.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, la teneur maximale autorisée en matériaux pierreux d'origine naturelle peut être supérieure à 50 % aux conditions suivantes :

1° le site récepteur émet son accord sur le dépassement de la teneur maximale et notifie cet accord à l'Administration ou à l'organisme de suivi en cas de concession;

2° la couche finale de terres respectent les teneurs reprises aux alinéas 1^{er}, 2 et 3;

3° la couche finale de terres a une épaisseur minimum de 50 cm.

Pour les zones couvertes par un revêtement, la disposition de l'alinéa 4, 3°, ne s'applique pas. »;

à l'alinéa 3 ancien, devenant l'alinéa 6, les mots « aux alinéas 1 et 2 » sont remplacés par les mots « aux alinéas 1^{er}, 2 et 3. »;

2° au paragraphe 2, alinéa 1^{er} :

- le mot « pas » est inséré entre les mots « Les terres qui ne répondent » et les mots « aux conditions d'utilisation »;

- le mot « et » est remplacé par le mot « ou ».

Art. 16. À l'article 14 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 et du 13 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er} Les terres de déblais, les terres décontaminées et les terres de production végétales visées à l'article 7/1, alinéa 3, qui sont soumises à un contrôle qualité conformément au chapitre 2, peuvent être utilisées sur un site récepteur pour autant que leurs paramètres présentent des valeurs inférieures ou égales à 40 % des valeurs seuils en hydrocarbures pétroliers et inférieures ou égales à 80 % des autres valeurs seuil fixées par ou en vertu du décret, selon l'usage du site récepteur ou de la parcelle concernée du site récepteur. Ces valeurs sont complétées, le cas échéant, par les valeurs seuils fixées à l'annexe 2 et les valeurs seuils de paramètres non-normés en application de l'article 9, § 4, du décret.

Si le contrôle qualité met en évidence des dépassements des valeurs seuils fixées par ou en vertu du décret, dues à des concentrations de fond, les terres de déblais, les terres décontaminées et les terres de production végétales visées à l'article 7/1, alinéa 3 peuvent être utilisées sur un site récepteur, ou sur une parcelle concernée du site récepteur, dont les concentrations de fond sont équivalentes ou supérieures aux concentrations du site d'origine, à condition qu'il n'y ait pas de risque additionnel pour l'environnement et la santé humaine. »;

2° au paragraphe 2 :

les mots « article 7, § 2 » sont remplacé par les mots « article 7/1 »;

les mots « le certificat d'utilisation » sont remplacés par les mots « la décision d'enregistrement ».

Art. 17. L'article 15, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « en zone d'usage de type » sont remplacés par les mots « de type d'usage »;

b) le 1° est remplacé comme suit : « 1° les terres ne dépassent pas les valeurs figurant à l'article 14 applicables pour une utilisation sur un site récepteur de type d'usage V; »;

c) l'alinéa 1er est complété par un 4° rédigé comme suit : « 4° une étude de risque annexée à la demande de permis d'environnement démontre que les valeurs dérogatoires ne présentent de risque pour le site récepteur. ».

Art. 18. L'article 15 est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« L'alinéa 1er ne s'applique pas pour tout site repris en zone d'extraction et en zone de dépendance d'extraction au sens du Code du Développement Territorial.

Le valorisateur met en place un contrôle systématique du respect des normes établies afin de vérifier, préalablement à leur transport vers le site récepteur, que, conformément à l'alinéa 1er, 2°, les terres respectent bien les valeurs reprises dans son permis unique.

Pour la réalisation de la couche de terre de revêtement d'un CET de classe 2, il peut être dérogé aux valeurs mentionnées à l'article 14 pour le type d'usage projeté, aux conditions suivantes :

1° les terres de seconde catégorie, au sens de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique, respectent les valeurs figurant à l'article 14 applicables pour une utilisation sur un site récepteur de type d'usage V ou un type d'usage inférieur;

2° la couche finale de terre d'une épaisseur minimum de 30 cm est conforme aux valeurs applicables au type d'usage projeté, en application de l'article 14, § 1er, alinéa 1er, 1°. ».

Art. 19. Dans l'article 16 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 1er est rassemblé dans un paragraphe 1er, l'alinéa 2 est rassemblé dans un paragraphe 2;

b) l'article est complété par un troisième paragraphe rédigé comme suit :

« § 3. Pour autant que l'opération ne poursuive pas un objectif de fraude identifié aux paragraphes 1 et 2, un regroupement de terres est possible dans les conditions fixées par l'article 18. ».

Art. 20. Dans l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1er :

l'alinéa 2, 2°, est complété par les mots suivants :

« ou, lorsque les terres sont destinées à un centre d'enfouissement technique, la désignation de ce centre d'enfouissement technique. »;

b) à l'alinéa 2, 6°, les mots « le numéro d'autorisation » sont remplacés par les mots « la référence du permis d'environnement »;

2° au paragraphe 2 :

à l'alinéa 1er, les mots « ou un centre d'enfouissement technique » sont insérés entre les mots « installation autorisée » et les mots « , et »;

les mots « trois jours » sont remplacés par les mots « deux jours »;

3° dans le paragraphe 2, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Si la notification de mouvement de terres est refusée suite à une absence de décision dans le délai visé au deuxième alinéa, l'administration ou l'organisme de suivi en cas de concession, rembourse au demandeur les droits de dossier visés à l'article 22. »;

4° dans le paragraphe 3, alinéa 3, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept »;

5° dans le paragraphe 3, alinéa 5, le mot « nouveau » est supprimé et le mot « trente » est remplacé par le mot « quinze ».

Art. 21. Dans l'article 18, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Si la notification de regroupement de terres est refusée suite à une absence de décision dans le délai visé au deuxième alinéa, l'administration ou l'organisme de suivi en cas de concession, rembourse au demandeur les droits de dossier visés à l'article 22. »;

2° dans le paragraphe 4, alinéa 2, le mot « dix » est remplacé par le mot « sept »;

3° dans le paragraphe 4, alinéa 4, le mot « nouveau » est supprimé et le mot « trente » est remplacé par le mot « quinze »;

Art. 22. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. La personne responsable de l'évacuation des terres conformément à l'article 26 notifie à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, par voie électronique la fin du mouvement de terres vers une destination donnée. La notification est réalisée dans les huit jours ouvrables suivant la fin du mouvement de terres.

Le valorisateur, l'exploitant de l'installation autorisée ou du centre d'enfouissement technique confirme par voie électronique, à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, la réception des terres dans les huit jours ouvrables suivant l'expiration du délai visé à l'alinéa 1er.

En cas de refus de réception des terres, le valorisateur, l'exploitant de l'installation autorisée ou du centre d'enfouissement technique notifie par voie électronique le refus des terres dans les huit jours ouvrables de ce dernier et indique les motifs du refus.

La notification donne lieu à la délivrance, par voie électronique, d'un accusé de réception et, le cas échéant, à une demande de complément d'informations, dans les trois jours à dater de sa réception. ».

Art. 23. À l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er} :

à l'alinéa 3, les mots « Le droit de dossier est fixé comme suit » sont remplacés par les mots « Le montant est établi comme suit : »;

à l'alinéa 4, les mots « défini au présent article » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « est »;

à l'alinéa 5, les mots « du présent article » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « en »;

2° au paragraphe 2 :

à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'article 7, §2, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « article 7/1, alinéa 3 »;

l'alinéa 2 est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un forfait de deux cent cinquante euros est levé annuellement pour les terres de productions végétales visées à l'article 7/1, alinéa 2.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, un droit de dossier forfaitaire de vingt-cinq euros est levé pour toute notification de mouvement de terres de déblais évacuées vers un centre d'enfouissement technique. ».

Art. 24. L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. La décision de l'exécution du contrôle qualité des terres de déblais sur le site d'origine ou dans l'installation autorisée conformément à l'article 6, § 2, et la responsabilité de faire exécuter le contrôle qualité et de l'obtention du certificat de contrôle qualité des terres, ainsi que la prise en charge des coûts y afférents incombe au maître d'ouvrage. ».

Art. 25. A l'article 27, paragraphe 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Lorsque le certificat de contrôle qualité des terres est obtenu préalablement au lancement du marché, à la demande d'offre ou à la commande de travaux, il est joint au cahier des charges, à la demande d'offre ou au bon de commande. ».

Art. 26. À l'article 27 du même arrêté, le paragraphe 1^{er} est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Lorsque le certificat de contrôle qualité des terres n'est pas obtenu préalablement au lancement du marché, à la demande d'offre ou à la commande de travaux, le contrôle qualité est réalisé dans une installation autorisée, sans préjudice de l'article 6, § 2, sans préjudice de l'article 6, § 2.

En cas de demande explicite du maître d'ouvrage, et lorsque les volumes de terres excèdent 400 m³ ou sont issues d'un site suspect, et que le contrôle qualité est ordonné par le maître d'ouvrage après la désignation de l'entreprise responsable des travaux d'excavation et de l'évacuation des terres, le prélèvement, sur le site d'origine ou sur le site de regroupement dument autorisé, des échantillons de terres destinées à l'analyse et la définition des paramètres d'analyse par l'expert conformément à l'article 14 font l'objet d'un procès-verbal signé par l'expert, le maître d'ouvrage, l'entreprise de travaux, le responsable des sites récepteurs et/ou du centre de stockage et/ou de traitement presentis, ou leurs représentants.

Si le contrôle qualité des terres est remis en question pour le lot concerné par une installation autorisée ou un site récepteur, alors un contrôle qualité contradictoire est opéré. Si ce dernier est encore remis en question, alors un second contrôle qualité contradictoire est effectué et fera définitivement foi. Un addendum au rapport qualité des terres déjà établi est soumis à l'administration, ou à l'organisme de suivi en cas de concession, conformément à l'article 10. Un nouveau certificat de contrôle qualité des terres sera établi sur base des dernières analyses contradictoires et ne sera plus remis en question. Les frais de dossier repris à l'article 11, § 3, alinéa 2, sont appliqués. Les frais inhérents aux deux contrôles qualité et aux frais de dossier sont au frais de la personne initiant les contrôles qualité supplémentaires.

Les analyses des terres prélevées dans le cadre des contrôles qualité contradictoires sont réalisées par des laboratoires agréés autres que ceux ayant réalisé les premières analyses. Le prélèvement des terres est effectué par un expert agréé ou un préleveur enregistré autres que ceux ayant réalisé les premiers prélèvements. Conformément à l'article 53 de l'arrêté du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les activités du préleveur enregistré ne peuvent être, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, contrôlées ou gérées, sous quelque forme que ce soit, par le donneur d'ordre ou par l'exécuteur des travaux. ».

Art. 27. À l'article 30, 5°, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « au niveau de son cadre opérationnel, » sont insérés entre les mots « indirectement, » et « d'activités de production »;

2° le mot « opérationnelles » est inséré entre les mots « structures » et « des maîtres d'ouvrage ».

Art. 28. À l'article 32 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « et les forfaits » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « dus »;

2° à l'alinéa 2, les mots « et des forfaits » sont insérés entre le mot « dossier » et le mot « sont ».

Art. 29. À l'article 33 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} :

les mots « matériaux et » sont insérés entre les mots « des » et le mot « déchets »;

les mots « et de démolition » sont insérés entre le mot « construction » et le mot « qui »;

2° à l'alinéa 2 :

les mots « ou, le cas échéant » sont abrogés;

le mot « et » est remplacé par les mots « ou en tout autre lieu désigné par l'administration. Lorsque ce comité se réunit sur une question relative aux terres, il »;

au 4°, les mots « la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « 4° le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures ».

Art. 30. Dans le même arrêté, il est inséré un article 63/2 rédigé comme suit :

« Art. 63/2. La durée de validité des certificats de contrôle qualité des terres délivrés, dont la validité est de deux ans, est portée à cinq ans conformément à l'article 10 du présent arrêté. »

Art. 31. Dans le même arrêté, l'article 64 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'article 14, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 ».

Art. 32. À l'annexe 1 du même arrêté, les mots « l'article 1er, 21° » sont remplacés par les mots « l'article 1er, 11° ».

Art. 33. À l'annexe 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1), les mots « par un laboratoire agréé conformément à l'article 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou par un laboratoire agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019 établissant les conditions d'enregistrement des préleveurs d'échantillons de déchets et les conditions d'agrément des laboratoires d'analyse des déchets » sont insérés entre le mot « analyser » et le mot « dans »;

2° le mot « (date) » est remplacé par les mots « 1^{er} mars 2018 »;

3° dans le 1^{er} tableau, l'intitulé de la 2^{ème} colonne de la première ligne est remplacé par ce qui suit :

« Seuil maximum pour une utilisation en type d'usage I, II, III ou IV (mg/kg de matière sèche) »;

4° dans le 1^{er} tableau, l'intitulé de la 3^{ème} colonne de la première ligne est remplacé par ce qui suit :

« Seuil maximum pour une utilisation en type d'usage V (mg/kg de matière sèche) ».

Art. 34. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est complétée par l'alinéa rédigé comme suit :

« La teneur en fibres d'amiante des terres doit être inférieure aux seuils fixés dans le tableau ci-dessus. Les terres pour lesquelles la teneur en fibres d'amiante excède le seuil limite relatif aux types d'usage I, II, III et IV sans être supérieure au seuil limite relatif au type d'usage V sont recouvertes d'un géotextile avertisseur et d'une couche d'au moins un mètre de terre conforme à l'article 14, ou d'un revêtement. ».

Art. 35. À l'annexe 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° sous l'intitulé « Identification » :

dans le premier tableau, 10^{ème} colonne, 1^{ère} ligne, le mot « Interlocuteur » est remplacé par les mots « Interlocuteur et adresse mail »;

il est inséré une phrase entre le 1^{er} et le 2^e tableau rédigée comme suit :

« En cas de copropriété, le tableau ci-dessus est complété avec les coordonnées du syndic. En cas de rapport qualité des terres réalisé sur un site d'origine reprenant plus de trois propriétaires, au moins un propriétaire est mentionné dans le tableau ci-dessus. »;

dans le 2^e tableau, 10^e colonne, 1^{ère} ligne, le mot « Interlocuteur » est remplacé par les mots « Interlocuteur et adresse mail »;

2° sous l'intitulé « Projet », dans le tableau unique :

dans la 1^{ère} colonne, 2^e ligne, les mots « références administratives du ou des permis liés au projet, le cas échéant » sont remplacés par les mots « Date de délivrance du permis et autorité compétente qui l'a délivré »;

b) la 4^e ligne est abrogée;

3° sous l'intitulé « Site d'origine » :

dans le premier tableau :

dans la 2^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « pour le rapport » sont abrogés;

dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation »;

la dernière colonne est abrogée;

le deuxième tableau, 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la parcelle »;

4° sous l'intitulé « Constitution des lots », dans la 2^e colonne, 1^{ère} ligne du tableau unique, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la parcelle »;

5° sous l'intitulé « Résultats » :

dans la 2^e colonne, 2^e ligne du tableau unique, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation »;

sous le tableau unique, il est inséré une phrase rédigée comme suit :

« Dans le cas d'un site d'origine situé hors Wallonie, les références cadastrales peuvent ne pas être complétées. »;

6° sous l'intitulé « Conclusion : Description des travaux d'investigations : », sous le tableau unique :

- à l'alinéa 1^{er} intitulé « Plans : », au 2°, les mots « , la profondeur des lots » sont insérés entre les mots « d'analyse » et « et »;

- à l'alinéa 2 intitulé « Annexes » :

- au 1°, les mots « profil de forage; » sont remplacés par les mots « fiches de prélèvements conformes au CWEA; »;

- au 3°, les mots « extrait conforme de la BDES datant de minimum 3 mois » sont remplacés par les mots « données reprises à la banque de données de l'état des sols, sauf dans le cas de la production de terres de voirie ou de terres de voie ferrée ou de terres importées en Région wallonne.».

Art. 36. À l'annexe 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° sous l'intitulé « Identification », dans le 3^e tableau :

dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation » ;
la 5^e colonne est supprimée;

2° sous l'intitulé « Lots », dans 2^{ème} colonne, 1^{ère} ligne du tableau, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation ».

Art. 37. À l'annexe 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1 intitulé « Dans le cas où un certificat de contrôle qualité des terres est nécessaire : », les modifications suivantes sont apportées :

sous la phrase « Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine », dans le 3^e tableau dudit point 1 :

dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation » ;
la dernière colonne est abrogée;

sous le mot « Lots », dans le 4^e tableau dudit point 1, 2^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation » ;

sous la phrase « Dans les cas où les terres sont destinées à un site récepteur » :

dans le 6^e tableau de ladite annexe, dans la 5^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée » ;

entre le 6^e et le 7^e tableau dudit point 1, il est inséré la phrase rédigée comme suit :

« Dans le cas où les terres sont exportées de Wallonie, les références cadastrales et les coordonnées Lambert 72 peuvent ne pas être complétées. » ;

dans le 7^e tableau dudit point 1 :

dans la 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la parcelle » ;

dans la 11^e colonne, 1^{ère} ligne, le mot « Interlocuteur » est remplacé par les mots « Interlocuteur et adresse mail » ;

entre le 7^e et le 8^e tableau dudit point 1, il est inséré les deux phrases rédigées comme suit :

« En cas de copropriété, le tableau ci-dessus est complété avec les coordonnées du syndic. En cas de site récepteur comportant plus de trois propriétaires, au moins un propriétaire est mentionné dans le tableau ci-dessus. » ;

dans le 8^e tableau dudit point 1, dans la 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la parcelle » ;

entre le 8^e tableau sans titre et le 9^e tableau repris sous le mot « Utilisation » dudit point 1, il est inséré une phrase rédigée comme suit :

« Dans le cas où les terres sont exportées de Wallonie, les informations des colonnes 2, 3, 4 et 5 ne sont pas complétées. » ;

dans le 9^e tableau dudit point 1, dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée » ;

entre le 9^e tableau repris sous le mot « Utilisation » et le point 2 de ladite annexe, dans les dispositions reprises sous les mots « Planification des travaux », formées d'un alinéa 1^{er} débutant par un tiret et d'un alinéa 2 comportant une énumération d'un 1° jusqu'à un 4°, il est inséré un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Pour des terres exportées de Wallonie, les plans 1° à 4° ne sont pas nécessaires » ;

2° au point 2 intitulé « Dans le cas où un certificat de contrôle qualité des terres n'est pas nécessaire : », les modifications suivantes sont apportées :

sous les mots « Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine : » :

dans le 4^e tableau dudit point 2 :

dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation » ;
la dernière colonne est abrogée;

ii) dans le 5^e tableau dudit point 2, 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la parcelle » ;

iii) dans le 6^e tableau dudit point 2, les 4^e et 5^e colonnes sont abrogées;

iv) dans le 7^e tableau, 2^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site d'origine » sont remplacés par les mots « de la zone d'excavation » ;

sous les mots « Dans le cas où les terres sont destinées à un site récepteur » :

i) dans le 10^e tableau dudit point 2 :

dans la 3^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée » ;

dans la 5^e colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée » ;

ii) dans le 11^e tableau dudit point 2 :

dans la 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la parcelle » ;

dans la 11^e colonne, 1^{ère} ligne, le mot « Interlocuteur » est remplacé par les mots « Interlocuteur et adresse mail » ;

iii) entre le 11^e et le 12^e tableau dudit point 2, il est inséré une phrase rédigée comme suit :

« En cas de copropriété, le tableau ci-dessus est complété avec les coordonnées du syndic. En cas de site récepteur comportant plus de trois propriétaires, au moins un propriétaire est mentionné dans le tableau ci-dessus. » ;

dans le 12^e tableau dudit point 2, 1^{ère} colonne, 1^{ère} ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la parcelle » ;

sous le mot « Utilisation » :

dans le 13e tableau dudit point 2, 3e colonne, 1ère ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée »;

ii) entre le 13e tableau dudit point 2 repris sous le mot « Utilisation » et le point 3 intitulé « Notification de réception de terres » de ladite annexe, dans les dispositions reprises sous ledit 13e tableau, formées d'un alinéa 1^{er} composé de la phrase « Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine. », d'un alinéa 2 débutant par les mots « plan du site d'origine » et comportant une énumération d'un 1^o jusqu'à un 4, d'un alinéa 3 composé de la phrase « Dans les cas où les terres sont destinées à un site récepteur : », d'un alinéa 4 débutant par les mots « Plan du site récepteur : » et comportant une énumération d'un 1^o jusqu'à un 4^o, et d'un alinéa 5 composé de la phrase « Dans le cas où les terres proviennent d'un site d'origine : Extrait conforme de la BDES datant de minimum 3 mois », les modifications suivantes sont apportées :

à alinéa 2, les 2^o, 3^o et 4^o sont abrogés;

l'alinéa 5 est abrogé;

3^o au point 3 intitulé « Notification de réception de terres : », les modifications suivantes sont apportées :

sous les mots « Réception des terres. », entre lesdits mots et le 2e tableau dudit point 3, la phrase « Dans le cas où les terres sont réceptionnées par d'une installation autorisée. » est remplacée par la phrase « Dans le cas où les terres sont réceptionnées par une installation autorisée ou un centre d'enfouissement technique (CET) »;

entre le 3e et le 4e tableau dudit point 3, dans la phrase « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site 'récepteur », les mots « site 'récepteur » sont remplacés par les mots « site récepteur »;

sous la phrase « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site 'récepteur », devenant la phrase « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site récepteur » :

i) dans le 5e tableau :

- dans la 3e colonne, 1ère ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée »;

- dans la 5e colonne, 1ère ligne, les mots « du site » sont remplacés par les mots « de la zone remblayée »;

ii) dans le 6e tableau :

- dans la 1ère colonne, 1ère ligne, les mots « du site récepteur » sont remplacés par les mots « de la parcelle »;

- dans la 11e colonne, 1ère ligne, le mot « Interlocuteur » est remplacé par les mots « Interlocuteur et adresse mail ».

Art. 38. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 7 qui est jointe en annexe au présent arrêté.

CHAPITRE IV. - Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols

Art. 39. L'article 3, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'accusé de réception au sens de l'article 20 de l'arrêté du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant certaines dispositions en la matière vaut décision anticipée au sens du paragraphe 2, alinéa 2, du présent arrêté, et dispense au sens de l'article 46 du décret du 1^{er} mars 2018 et de l'article 77, alinéa 1^{er}, 2^o, du présent arrêté, et est joint à toute demande de permis concernée par les obligations de l'article 23 du décret du 1^{er} mars 2018 en raison d'une valorisation conforme aux dispositions de l'article 5 du décret du 1^{er} mars 2018 et ses mesures d'exécution. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4ter du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets*

Art. 40. À l'article 20, paragraphe 1er, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2019 portant exécution de la procédure de sortie du statut de déchet prévue à l'article 4ter du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, les mots « article 11 » sont remplacés par les mots « article 10 ».

Art. 41. À l'annexe II du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans la sous-section 2.2, au point 2.2.2, les mots « sous-section 1 » sont remplacés par les mots « sous-section 2.1 »;

2^o dans la sous-section 2.3, au point 2.3.2, troisième colonne du premier tableau, les mots « S/cm » sont remplacés par « µS/cm »;

3^o dans la sous-section 2.3, au point 2.3.2, dans le tableau « Test sur la composition de l'échantillon brut », les mots « NBN » sont remplacés par les mots « NEN ».

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 42. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 juin 2021.

Art. 43. Le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière de gestion et de traçabilité des terres
« Annexe 7 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant certaines dispositions en la matière

Principaux éléments à prendre en considération pour l'établissement du guide de référence relatif à la gestion des terres (GRGT)

Le guide de référence relatif à la gestion des terres (GRGT) a pour objectifs de garantir la qualité de la démarche d'expertise, ainsi que d'accompagner l'ensemble des parties prenantes dans le processus de contrôle qualité et de traçabilité des terres.

Il définit également, entre autres, le niveau de qualité auquel doit répondre un rapport qualité des terres ainsi que l'ensemble des stratégies d'échantillonnage à mettre en place afin d'obtenir une qualité représentative d'un lot de terres.

CONTENU DU GRGT :

Le GRGT est établi selon 4 chapitres :

Introduction

Procédures

Contrôle qualité des terres

Analyses

Introduction

Le guide présente en introduction les objectifs du GRGT tels que repris à l'article 5 ainsi que le champ d'application de ce dernier.

Procédures

Le guide reprend les différentes procédures auxquels peuvent être confrontés les acteurs de terrain : réalisation d'un contrôle qualité des terres, réutilisation des terres sur le site d'origine, analyse en installation autorisée,

De même, les règles d'équivalence entre les valeurs de concentrations de polluants mesurées dans les terres, les normes telles que reprises à l'annexe I du décret valeurs normatives et les concentrations de fond ainsi qu'une procédure spécifique favorisant la valorisation des terres à l'origine et à destination de zones présentant des concentrations de fond, sur la base d'une cartographie adaptée des concentrations de fond, seront établies dans le guide.

Il précise également la notion de risque additionnel, visée à l'article 14 du présent arrêté.

Il détermine les modalités de réalisation de l'étude de risques qui accompagne la demande de permis d'environnement dans le cadre de l'article 15 du présent arrêté et les caractéristiques de la couche finale de terre.

Contrôle qualité des terres

Le guide définit les stratégies d'échantillonnage afin d'obtenir une qualité représentative des terres visées par un contrôle qualité. Ces stratégies reposent sur la notion de lot. Les analyses sont effectuées sur des échantillons composites constitués à partir de plusieurs échantillons élémentaires prélevés au sein du lot à caractériser.

Le Guide détermine les cas dans lesquels et les conditions auxquelles les terres contaminées par des espèces végétales non indigènes envahissantes peuvent être déplacées ou utilisées.

Il définit également les équivalences entre les procédures des autres régions.

Le présent chapitre aborde les points suivants :

Identification des lots à caractériser :

Le guide établit les différents états d'un lot (en place, en tas, en andains, sous voirie...), ainsi que les caractéristiques que ce dernier doit respecter (faible variation typologique).

Volumétrie des lots :

La volumétrie des lots de terres est une donnée de première importance pour établir les procédures de contrôle qualité éventuellement nécessaire et pour définir les stratégies d'investigations.

Un coefficient de foisonnement ainsi qu'une densité dite « forfaitaire » sont également définies dans le guide.

En lien avec le chapitre précédent « Identification des lots à caractériser », le guide évoque les cas de fortes hétérogénéités.

Distinction macroscopique des lots :

L'identification des lots repose sur la description lithologique et macroscopique des terres en place ou excavées qui est réalisée par un préleveur.

Le guide détermine plusieurs critères qui peuvent être utilisés pour la description macroscopique d'une terre. La description des caractéristiques de chacun des lots figurera dans le rapport de qualité des terres. Ce sont ces caractéristiques qui seront utilisées pour identifier le lot dans le cadre d'une éventuelle contre-expertise ultérieure.

Fractions de matériaux pierreux et de matières organiques :

Le guide apporte des précisions quant à l'article 13 du présent arrêté. Des représentations de fractions granulométriques sont fournies afin de pouvoir déterminer le pourcentage de matériaux exogènes dans un lot.

Protocoles de prélèvement :

Le guide reprend les protocoles d'échantillonnage et définit les stratégies d'échantillonnage minimales à appliquer à un lot de terre en fonction de son état (en place, en voirie, en andains) et de sa volumétrie (ou son tonnage pour les lots en andains).

Il précise que l'établissement de la stratégie d'échantillonnage est réalisé sur base de la volumétrie du lot au moment des prélèvements et qu'il n'y a donc aucun correctif à appliquer pour tenir compte d'une éventuelle modification du volume liée à un prétraitement ou autre.

Il définit également une stratégie particulière pour les volumes au-delà d'un certain seuil. La méthode de calcul des échantillons élémentaires et composites est reprise dans le chapitre.

Il définit les mesures à suivre en cas de découverte fortuite de pollution.

Analyses

Ce chapitre est dédié aux analyses à réaliser dans le cadre d'un contrôle qualité des terres ainsi qu'à l'interprétation qui doit en être faite.

Le guide détermine à partir de quel moment une analyse peut être, ou non, considérée comme anormale. La problématique du phénol et les effets « pépète » sont abordés.

Il détermine également la méthodologie concernant la réutilisation d'analyses antérieures (analyses réalisées sous le décret « sols » ou le décret « déchets »). Cette méthodologie permettra de définir si les résultats antérieurs sont bien représentatifs de la qualité d'un lot.

Le guide reprend également les modalités à suivre en cas de présence d'amiante sur un site. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon modifiant divers arrêtés en matière de gestion et de traçabilité des terres.

Namur, le 17 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31922]

17. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 4ter § 3, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 3 Absatz 4;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle;

Aufgrund der am 25. Juni 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Genderberichts vom 24. Juni 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 2. September 2020 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund des am 2. September 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 68.220/4;

In Erwägung der vom Pool "Umwelt" des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrats der Wallonie und vom in Artikel 33 des oben genannten Erlasses vom 5. Juli 2018 genannten Fachausschuss abgegebenen Stellungnahmen sowie der von Aquawal, Wallonie Développement und Fedieux aus eigener Initiative abgegebenen Stellungnahmen;

In der Erwägung, dass die Verschiebung des Inkrafttretens des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen auf den 1. Mai 2020 eine Rückkehr der Akteure, die vor Ort an der Bewirtschaftung der Erdaushube beteiligt sind, ermöglicht hat;

In der Erwägung, dass alle übermittelten Stellungnahmen analysiert worden sind und sich Verbesserungsmöglichkeiten eröffnen haben;

In der Erwägung, dass aus diesen Stellungnahmen ersichtlich wurde, dass bestimmte Bestimmungen, insbesondere unter Berücksichtigung der Gegebenheiten vor Ort, je nach Fall präzisiert bzw. nachgebessert werden mussten;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Effizienz des Systems und die Praktikabilität der Verordnungsbestimmungen zu verbessern;

In der Erwägung, dass die wesentlichen Ziele und Mechanismen im Erlass vom 5. Juli 2018 jedoch insoweit aufrechtzuerhalten sind, als sie es ermöglichen, einen effizienten Umweltschutz sowie die Transparenz und die Gleichbehandlung in Sachen öffentliche Bauaufträge zu gewährleisten, eine jedes unrechtmäßige Verhalten abwendende Abdeckung der Kosten für Qualitätskontrolle und Bewirtschaftung von Erde zu sichern und Spekulationen bei der Bewirtschaftung von Erde zu vermeiden;

In Erwägung der verfügbaren kartographischen Angaben, die es seit mindestens dem Jahre 1971 möglich machen, die Sachlage der landwirtschaftlichen Flächen festzustellen;

In der Erwägung, dass die Rubriken 90.28.01.03 und 90.28.02.02 im Falle einer Aufschüttung unterhalb des Grundwasserspiegels einer Umweltverträglichkeitsstudie unabhängig von dem aufgeschütteten Volumen unterzogen werden;

In der Erwägung, dass die in Kapitel IV Abschnitt 3 Unterabschnitt 3 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung erwähnten Sanierungshandlungen und -arbeiten unterhalb des Grundwasserspiegels durchgeführt werden können;

In der Erwägung, dass die Rehabilitierung eines Grundstücks, nachdem die Sanierungshandlungen und -arbeiten durchgeführt worden sind, in einem Sanierungsprojekt beschrieben wird, das als Umweltgenehmigung, Städtebaugenehmigung oder Globalgenehmigung im Sinne von Artikel 67 des Dekrets vom 1. März 2018 gilt;

In der Erwägung, dass ein von der Verwaltung genehmigtes Sanierungsprojekt die Qualität des Aufschüttungsmaterials bestimmt, damit dieses Material mit der/den vorgesehenen Benutzung(en) des Geländes vereinbar ist;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I. — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle*

Artikel 1 - In Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018, wird zwischen die Zeile mit dem Code 170504-VO und die Zeile mit dem Code 191302-TD die wie folgt lautende Zeile eingefügt:

170504-VF	Gleisbauerde		Gleisbauerde wie im EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen definiert	Erde, die den Anforderungen des EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen entspricht	Verwendung im Gleisbau gemäß dem EWR vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen
-----------	--------------	--	---	--	--

KAPITEL II. — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen*

Art. 2 - In Anlage I, 90 "Abwasser- und Abfallbeseitigung und sonstige Entsorgung" des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. September 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In der Überschrift der Rubrik 90.28.01.03 wird die Wortfolge ", außer im Rahmen von Sanierungshandlungen und arbeiten," zwischen das Wort "erfolgt" und das Wort "oder" eingefügt;

2° In der Überschrift der Rubrik 90.28.02.02 wird die Wortfolge ", außer im Rahmen von Sanierungshandlungen und arbeiten," zwischen das Wort "erfolgt" und das Wort "oder" eingefügt.

KAPITEL III. — *Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen*

Art. 3 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- a) die Absätze 1 bis 8 werden in einem § 1 zusammengefügt;
 - b) in Ziffer 8 wird die Wortfolge ", einem technischen Vergrabungszentrum" zwischen das Wort "Empfängerstandort" und das Wort "oder" eingefügt;
 - c) in Ziffer 9 wird die Zahl "5" durch die Zahl "IV" ersetzt;
 - d) in Ziffer 12 wird "§ 1" zwischen "Artikel 9" und "Absatz" eingefügt;
 - e) in Ziffer 13 wird die Wortfolge "ein Erdequalitätskontrollschein getrennt ausgestellt wurde" durch die Wortfolge "ein Erdequalitätskontrollschein oder mehrere verschiedene Erdequalitätskontrollscheine ausgestellt wurde(n)" ersetzt;
 - f) in Ziffer 21 wird die Wortfolge "die Aushuberde, die während Arbeiten an einem Verkehrsweg oder Arbeiten, die an dem Bahnkörper bzw. ehemaligen Bahnkörper einer Zugstrecke bzw. Nahverkehrszugstrecke oder im Randbereich eines solchen Bahnkörpers ausgeführt werden, zum Einsatz gebracht wird" durch die Wortfolge "die Aushuberde, die während Arbeiten an einem Verkehrsweg zum Einsatz gebracht worden ist" ersetzt;
 - g) es wird eine Ziffer 21/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"21°/1 Gleisbauerde: die Aushuberde, die während Gleisbauarbeiten zum Einsatz gebracht worden ist;";
 - h) es wird eine Ziffer 26/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"26°/1 Bahnkörper: der Bereich, der die Fundamente eines Bahngleises oder eines ehemaligen Bahngleises samt dessen Randwegen oder ehemaligen Randwegen, einschließlich des entsprechenden Untergrunds, umfasst;";
 - i) es wird eine Ziffer 26/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:
"26°/2 Bahngleis: der Bahnkörper oder ehemalige Bahnkörper einer Zugstrecke bzw. Nahverkehrszugstrecke;";
- 2° Absatz 1 wird um die Ziffern 29, 30, 31, 32 und 33 mit folgendem Wortlaut ergänzt:
- "29° Technisches Vergrabungszentrum: technisches Vergrabungszentrum nach Artikel 2 Ziffer 18 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

30° TVZ der Klasse 2: technisches Vergrabungszentrum nach Artikel 3, 2. Gedankenstrich, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren;

31° Bodenerlass: Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung;

32° Unverschmutzter Boden: Boden, der im Sinne des Dekrets nicht verschmutzt ist;

33° Zusätzliche Gefahr: Möglichkeit, einen bestehenden Zustand oder eine bestehende Situation zu verschlechtern.“;

3° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“In Bezug auf Ziffer 7 ist der Bauträger/Bauunternehmer als der Bauherr anzusehen, sobald er das Bauprojekt initiiert und die Bauherrenschaft für dieses Projekt übernimmt.“;

4° der bisherige Absatz 3, der zum Absatz 4 wird, wird durch Folgendes ersetzt:

“In Bezug auf Ziffer 17 gelten ausnahmsweise als nicht verdächtig:

1° die Parzellen, für die eine Abweichung nach Artikel 73 des Bodenerlasses vom 6. Dezember 2018 erhalten und der Umweltgenehmigung, der Städtebaugenehmigung, der Globalgenehmigung oder der integrierten Genehmigung beigefügt worden ist, womit in fine Erdausschachtungen am Herkunftsstandort zugelassen werden;

2° für die Dauer der Umsetzung des städtebaulichen Teils, die ursprünglich nicht in der Datenbank über den Bodenzustand aufgenommenen Parzellen, die infolge eines Antrags auf Globalgenehmigung, der die Einrichtung neuer Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, voraussetzt, bei der Datenbank über den Bodenzustand in die erste Kategorie im Sinne von Artikel 12 des Dekrets aufgenommen werden;

3° die Parzellen, für die ein Bodenkontrollschein (oder der in Artikel 79 § 6 des Dekrets genannte Beschluss) oder ein Erdequalitätskontrollschein ausgestellt worden ist, in dem für die in Betracht gezogene(n) Benutzung(en) keine Restverschmutzung verzeichnet wird, sofern:

i. nach Ausstellung des Scheins (oder des in Artikel 79 § 6 des Dekrets genannten Beschlusses) keine Bodenverschmutzung aufgetreten ist;

ii. während mehr als fünf Jahren nach Ausstellung des Scheins keine Tätigkeit, die eine Gefahr für den Boden aufweist, ausgeübt worden ist;

iii. alle möglicherweise verschmutzten Zonen untersucht worden sind.“;

5° im bisherigen Absatz 7, der zum Absatz 8 wird, wird in der 1. Spalte der Tabelle “Artikel 7” durch “Artikel 6 und 7/1” ersetzt;

6° Artikel 1 wird um einen § 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 2. Die in Euro ausgedrückten Beträge, die im vorliegenden Erlass enthalten sind, verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.“.

Art. 4 - In Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch Folgendes ersetzt: “Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Aushuberde inklusive der Wege- und Gleisbaurerde, sowie die Erde von pflanzlichen Erzeugungen und die dekontaminierte Erde“;

2° in Absatz 2 werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- in Ziffer 2 wird die Wortfolge “wenn das gesamte Aushubvolumen nicht 10 m³ übersteigt” durch die Wortfolge “wenn das gesamte Aushubvolumen nicht 20 m³ übersteigt” ersetzt;

- in Ziffer 4 wird in der französischen Fassung die Wortfolge “le plan” durch die Wortfolge “du plan” ersetzt;

3° Absatz 2 wird um eine Ziffer 6 und eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“6° die Aushuberde, die gemäß dem Bodenkontrollschein und einer Städtebaugenehmigung, einer Globalgenehmigung oder einer integrierten Genehmigung am Herkunftsstandort in einer Zone mit derselben Benutzungsart, oder mit einer weniger sensiblen Benutzungsart als die Zone, aus der die Erde stammt, ausgehoben und wiederverwendet wird;

7° für die Herkunftsstandorte, die Gegenstand von Sanierungshandlungen und -arbeiten gewesen sind, die in Ausführung des Dekrets oder in Ausführung von Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle der Öffentlichen Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität (SPAQuE) anvertraut wurden, die Aushuberde, die gemäß der nach Abschluss der Arbeiten von der SPAQuE verfassten Mitteilung über den Stand der Kenntnisse und einer Städtebaugenehmigung, einer Globalgenehmigung oder einer integrierten Genehmigung am Herkunftsstandort in einer Zone mit derselben Benutzungsart, oder mit einer weniger sensiblen Benutzungsart als die Zone, aus der die Erde stammt, ausgehoben und wiederverwendet wird.“.

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort “kann” durch das Wort “erlässt” ersetzt und das Wort “erlassen” gestrichen;

2° Absatz 2 wird um die folgenden Gedankenstriche ergänzt:

“- auf der Grundlage einer angemessenen Kartographie der Hintergrundkonzentrationen ein spezifisches Verfahren zur Förderung der Verwertung der von und nach Zonen mit Hintergrundkonzentrationen transportierten Erde erstellen;

- die Regeln zum Prinzip der Gleichwertigkeit von Hintergrundkonzentrationen, wie in Artikel 14 § 1 Absatz 2 präzisiert, erstellen;

- eine Methodologie zur Bewertung der in Artikel 14 genannten zusätzlichen Gefahr erstellen;

- im Rahmen der Anwendung von Artikel 15 eine Methodologie zur Bewertung der Gefahren erstellen.“;

3° zwischen die Absätze 2 und 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Die Mindestregeln, um die Qualität der sachverständigen Vorgehensweise zu gewährleisten, werden in Anhang 7 aufgeführt.“;

4° im bisherigen Absatz 3, der zum Absatz 4 wird, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- a) im 7. Gedankenstrich wird die Wortfolge "Absatz 2 Ziffer 3" gestrichen;
- b) zwischen den 7. und den 8. Gedankenstrich wird der folgende Gedankenstrich eingefügt:
"- die in Artikel 13 § 1 genannten Beläge für das Planum der Verkehrswege näher bestimmen;"

Art. 6 - Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018, wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die zur Verwendung bestimmte Aushuberde wird einer Qualitätskontrolle unterzogen.

Die Probenahmen werden von einer in Artikel 48 des Bodenerlasses genannten Person durchgeführt.

§ 2. Die Qualitätskontrolle der Aushuberde erfolgt, bevor diese aus dem Herkunftsstandort abtransportiert wird.

In Abweichung von Absatz 1 kann die Aushuberde, die in eine zugelassene Anlage abtransportiert wird, einer Qualitätskontrolle in dieser Anlage statt am Herkunftsstandort unterzogen werden, sofern alle erforderlichen Maßnahmen getroffen werden, damit der Transport und die Lagerung der Erde unter Einhaltung der geltenden umweltrechtlichen Vorschriften erfolgen. In diesem Fall erfolgen die Erdequalitätskontrolle und der Transport der Proben zum zugelassenen Labor innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang des gesamten Loses Erde in der zugelassenen Anlage.

Wenn aus der in Anwendung von Absatz 2 durchgeführten Qualitätskontrolle hervorgeht, dass ein Los Erde die Bedingungen der Umweltgenehmigung der zugelassenen Anlage oder die in Artikel 14 § 1 genannten Verwendungsbedingungen nicht erfüllt, wird dieses Los innerhalb von 3 Tagen nach Eingang der vom zugelassenen Labor erstellten Analysebescheinigungen zu einer Anlage für die Behandlung von verunreinigter Erde verbracht.

§ 3. Die in § 1 genannte Verpflichtung gilt nicht in den folgenden Fällen:

1° das gesamte Erdaushubvolumen, das vom Herkunftsstandort abtransportiert wird, übersteigt nicht 400 m³, wobei die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- a) der Herkunftsstandort ist nicht verdächtig;
- b) die Benutzungsart des Empfängerstandorts ist ebenso sensibel wie oder weniger sensibel als diejenige des Herkunftsstandorts oder, falls die Aushuberde aus einem Standort, dessen Sachlage ungeachtet der rechtlichen Benutzungsart seit mindestens 1971 ununterbrochen einer landwirtschaftlichen Nutzung entspricht, die Benutzungsart des Empfängerstandorts ist die Benutzungsart II, so wie in Artikel 12 Absatz 2 festgelegt;

2° die Wegebauerde wird im Planum eines anderen Verkehrsweges wiederverwendet und

- a) die Erde stammt unabhängig von einem normalen Straßenbetrieb aus einem unverschmutzten Boden;
- b) der Empfängerstandort wird vom Bauherrn des öffentlichen Bauwerks bestimmt;
- c) die Verwendungszone:
 - i) befindet sich nicht in der Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme;
 - ii) fällt nicht unter die Lebensräume, die laut oder aufgrund von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur geschützt sind;
 - iii) wird nicht dem Risiko eines schweren, natürlichen Unfalls oder einer größeren geotechnischen Belastung im Sinne von Artikel D.IV.57 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (Überschwemmung in den überschwemmungsgefährdeten Gebieten im Sinne von Artikel D.53 des Wassergesetzbuches - Sturz einer Felswand - Erdbeben - Karsterscheinung - Bodensenkung - auf Bergwerksarbeiten oder -bauwerke, Eisenerzbergbau oder unterirdische Hohlräume zurückzuführende Bodensenkungen - seismische Gefahr) ausgesetzt;
 - iv) ist kein Forst- oder Feldweg, kein Weg des Autonomen Netzes langsamer Wege "Ravel", der nicht an einer Straße entlang verläuft, kein Forst- oder Verkehrsweg, dessen dem öffentlichen Verkehr übergebene Fahrbahn eine Breite von 2 Metern oder weniger aufweist;
- d) in den der Öffentlichkeit zugänglichen Zonen ohne Belag wird die ursprüngliche Deckschicht aus Erde auf einer Schichtdicke von mindestens zwanzig Zentimetern wieder aufgelegt;

3° die Aushuberde stammt aus einem Standort mit der Benutzungsart I oder II und

- a) der Herkunftsstandort ist nicht verdächtig;
- b) die Benutzungsart des Empfängerstandorts ist dieselbe wie diejenige der betroffenen Zone des Herkunftsstandorts;
- c) die Verwendungszone wird vom Bauherrn, der die Aushubarbeiten vornimmt, bestimmt;
- d) der Bauherr verfügt über ein dingliches Recht am Empfängerstandort oder hat diesen in Pacht;

4° die Aushuberde wird im Rahmen der Handlungen und Arbeiten zur Sanierung eines Grundstücks, das Gegenstand eines nach dem Dekret genehmigten Sanierungsprojekt, einer sofortigen Verwaltungsmaßnahme nach Artikel 80 des Dekrets, eines Beschlusses der Wallonischen Regierung zur Beauftragung der SPAQuE mit Sanierungsmaßnahmen oder eines von der zuständigen Behörde genehmigten Abhilfeplans ist, ausgehoben und in eine zugelassene Anlage für die Behandlung von verunreinigter Erde transportiert;

5° die Aushuberde stammt aus einer anderen Region oder einem anderen Land. In diesem Fall wird die Qualitätskontrolle vor ihrer Einführung in das Gebiet oder gemäß § 2 Absätze 2 und 3 durchgeführt, in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses;

6° die Gleisbauerde wird unter den folgenden Bedingungen auf einem anderen Bahngleis wiederverwendet:

- a) die Erde stammt unabhängig vom Bahnbetrieb aus einem unverschmutzten Boden;
- b) der Empfängerstandort wird vom Bauherrn bestimmt;
- c) die Verwendungszone:
 - i) befindet sich nicht in einer aufgrund des Artikels R.156 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, ausgewiesenen Präventivzone eines Bauwerks zur Grundwasserentnahme;
 - ii) fällt nicht unter die Lebensräume, die laut oder aufgrund von dem Gesetz vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur geschützt sind;

iii) wird nicht dem Risiko eines schweren, natürlichen Unfalls oder einer größeren geotechnischen Belastung im Sinne von Artikel D.IV.57 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung (Überschwemmung in den überschwemmungsgefährdeten Gebieten im Sinne von Artikel D.IV.53 des Wassergesetzbuches - Sturz einer Felswand - Erdbeben - Karsterscheinung - Bodensenkung - auf Bergwerksarbeiten oder -bauwerke, Eisenerzbergbau oder unterirdische Hohlräume zurückzuführende Bodensenkungen - seismische Gefahr) ausgesetzt;

§ 4. Die Erdequalitätskontrolle der Aushuberde bezieht sich auf die in Anhang 2 genannten Parameter sowie die in Artikel 13 § 1 aufgeführten Merkmale.

Die Ergebnisse der Analysen, die gemäß den Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse bzw. des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und seiner Ausführungserlasse durchgeführt worden sind, können rechtmäßig für die Charakterisierung der Erde wiederverwendet werden, sofern sie relevant und aktuell sind und insbesondere kein Verdacht auf eine andere Verschmutzung oder auf eine Erhöhung der identifizierten Schadstoffkonzentrationen durch diese Verschmutzung besteht. Insbesondere sind die Ergebnisse, die infolge der Durchführung von Untersuchungen des Aufschüttungsmaterials im Rahmen einer Orientierungs-, Charakterisierungs- oder ggf. kombinierten Studie erzielt worden sind, gültig und ausreichend für die Charakterisierung der Erdequalität im Sinne des vorliegenden Erlasses.“

Art. 7 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Die Probenahmen werden von einer in Artikel 48 des Bodenerlasses genannten Person durchgeführt.“;

2° § 2 wird aufgehoben.

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel 7/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 7/1 - Die Erde von pflanzlichen Erzeugungen wird einer Qualitätskontrolle unterzogen, bevor sie die Anlage verlässt, die sie produziert.

Falls diese Erde an einem Empfängerstandort mit landwirtschaftlicher Benutzungsart verwendet wird, erfolgt die Qualitätskontrolle nach Maßgabe der Registrierungsbeschlüsse, die in Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle erteilt wurden.

In nicht in Absatz 2 aufgeführten Fällen erfolgt die Qualitätskontrolle gemäß Artikel 6 § 4.“

Art. 9 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Im Rahmen der ihr nach Artikel 43 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle anvertrauten Aufgaben und in Abweichung von den vorstehenden Absätzen ist die SPAQuE befugt, den Erdequalitätsbericht zu erstellen.“;

2° § 3 Ziffer 1 wird um folgende Wortfolge ergänzt:

"und des Herkunftsstandorts der Erde in den in Artikel 6 § 2 aufgeführten Fällen;“.

Art. 10 - In Artikel 10 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1 wird der erste Satz von Absatz 3 wie folgt ersetzt:

"Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang des Berichts wird der Beschluss elektronisch an den Antragsteller gerichtet. Der Antragsteller übermittelt dem Inhaber eines dinglichen Rechts am Herkunftsstandort eine Kopie des Beschlusses. In diesem Beschluss wird:“;

2° in § 1 wird zwischen die Absätze 4 und 5 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Wird der Bericht infolge des Ausbleibens eines Beschlusses innerhalb der im vierten Absatz genannten Frist abgelehnt, so erstattet die Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, die Überwachungsstelle dem Antragsteller die in Artikel 11 genannte Aktengebühr.“;

3° in § 2 Absatz 1 wird das Wort "Herkunftsgrundstück" durch das Wort "Herkunftsstandort" ersetzt;

4° in § 2 Absatz 3 wird das Wort "zehn" durch das Wort "sieben" ersetzt;

5° in § 2 Absatz 5 wird das Wort "neuen" gestrichen und das Wort "dreißig" durch das Wort "fünfzehn" ersetzt;

6° in § 3 Absatz 3 wird die Wortfolge "zwei Jahren" durch die Wortfolge "fünf Jahren" ersetzt;

7° in § 3 Absatz 3 wird die Wortfolge "Die Gültigkeitsdauer darf nach dem in § 1 festgelegten Verfahren um dieselbe Dauer verlängert werden, sofern nachgewiesen wird, dass sich die Merkmale der Erde seit der Einreichung des Erdequalitätsberichts nicht geändert haben" gestrichen.

Art. 11 - In demselben Erlass wird Artikel 10 um die §§ 4 und 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 4. Die Gültigkeitsdauer des Erdequalitätskontrollscheins darf um eine Dauer von fünf Jahren verlängert werden. Die Verlängerungsmodalitäten werden im RHBE festgelegt.

Die im ersten Absatz genannte Verlängerung ist im Falle von einem Zwischenfall oder jedwedem Ereignis, der/das die Qualität der vom Erdequalitätskontrollschein betroffenen Erde verändert haben könnte, nicht zulässig.

§ 5. Im Falle von einem Zwischenfall oder jedwedem Ereignis, der/das die Qualität der Erde, so wie sie in einem Erdequalitätsbericht angegeben wird, verändert haben könnte, aktualisiert der Bauherr vor jeglicher neuen Bewegung der von dem Zwischenfall betroffenen Erde den Erdequalitätsbericht, der den vorherigen ersetzt, wobei er die Aktualisierung des Erdequalitätskontrollscheins beantragt, welcher den vorherigen ersetzt.“

Art. 12 - In Artikel 11 § 1 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 2 wird die Wortfolge "Sie wird wie folgt festgelegt:" durch die Wortfolge "Der Betrag wird wie folgt festgelegt:" ersetzt;

2° zwischen die Absätze 2 und 3 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Muss der Antrag wegen der Unvollständigkeit des ursprünglichen Berichts mehr als dreimal untersucht werden, so wird vor der Erteilung eines Beschlusses in Bezug auf den Erdequalitätskontrollschein eine zusätzliche Aktengebühr erhoben, die 10% der im vorstehenden Absatz genannten ursprünglichen Aktengebühr entspricht, mit einem Mindestbetrag von 100 Euro und einem Höchstbetrag von 300 Euro.“;

3° im bisherigen Absatz 3, der zum Absatz 4 wird, wird die Wortfolge "im Sinne des vorliegenden Artikels" zwischen das Wort "Aktengebühr" und das Wort "automatisch" eingefügt;

4° im bisherigen Absatz 4 von § 1, der zum Absatz 5 wird, wird die Wortfolge "im Sinne des vorliegenden Artikels" zwischen das Wort "Aktengebühr" und das Wort "an" eingefügt.

Art. 13 - Artikel 11 wird um einen § 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Bezieht sich der Antrag in Anwendung von Artikel 10 § 4 auf die Verlängerung der Gültigkeitsdauer des Erdequalitätskontrollscheins, so wird eine Aktengebühr erhoben, die 10% des Betrags der bei Ausstellung des ersten Kontrollscheins erhobenen Aktengebühr entspricht, mit einem Mindestbetrag von 100 Euro und einem Höchstbetrag von 300 Euro.

Bezieht sich der Antrag in Anwendung von Artikel 10 § 5 auf die Aktualisierung des Erdequalitätskontrollscheins, so wird eine Aktengebühr erhoben, die einem Pauschalbetrag von 100 Euro entspricht."

Art. 14 - Artikel 12 Absatz 2 desselben Erlasses wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"5° bei Verkehrswegen und Bahngleisen, durch die Benutzungsart V, außer in den in Artikel 6 § 3 Ziffer 2 Buchstabe c) genannten Fällen, in denen die Benutzungsart gemäß den vorstehenden Ziffern bestimmt wird."

Art. 15 - In Artikel 13 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1:

Absatz 2 wird um den folgenden Satz ergänzt:

"Die Aushuberde, die auf dem Planum eines Verkehrswegs in für die Öffentlichkeit zugänglichen Zonen ohne Belag verwendet wird, erfüllt die in Artikel 6 § 3 Ziffer 2 Buchstabe d) aufgeführte Bedingung;"

drei Absätze mit folgendem Wortlaut werden zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Für die Gleisbauerde, die im Planum eines anderen Bahngleises verwendet wird, wird der in Absatz 1 Ziffer 3 genannte höchstzulässige Gehalt an inertem Bauschutt auf 10% angehoben.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 4 darf der höchstzulässige Gehalt an Gestein natürlichen Ursprungs 50% überschreiten, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° der Empfängerstandort äußert seine Zustimmung zur Überschreitung des höchstzulässigen Gehalts und notifiziert der Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, der Überwachungsstelle diese Zustimmung;

2° die Endsicht aus Erde genügt den in den Absätzen 1, 2 und 3 aufgeführten Gehaltswerten;

3° die Endsicht aus Erde ist mindestens 50 cm dick.

Für Zonen mit Belag gilt die Bestimmung in Absatz 4 Ziffer 3 nicht;"

im bisherigen Absatz 3, der zum Absatz 6 wird, wird die Wortfolge "in den Absätzen 1 und 2" durch die Wortfolge "in den Absätzen 1, 2 und 3" ersetzt;

2° in § 2 Absatz 1:

- das Wort "pas" wird in der französischen Fassung zwischen die Wortfolge "Les terres qui ne répondent" und die Wortfolge "aux conditions d'utilisation" eingefügt;

- das Wort "und" wird durch das Wort "oder" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 14 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 und 13. Dezember 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Aushuberde, die dekontaminierte Erde und die in Artikel 7/1 Absatz 3 genannte Erde von pflanzlichen Erzeugungen, die einer Qualitätskontrolle gemäß Kapitel 2 unterzogen werden, dürfen an einem Empfängerstandort verwendet werden, sofern ihre Parameter Werte aufweisen, die höchstens 40% der Schwellenwerte für Mineralölkohlenwasserstoffe und höchstens 80% der laut oder aufgrund von dem Dekret festgesetzten Schwellenwerte, je nach der Benutzungsart des Empfängerstandorts bzw. der betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts, entsprechen. Diese Werte werden in Anwendung von Artikel 9 § 4 des Dekrets ggf. um die in Anhang 2 festgesetzten Schwellenwerte und um die Schwellenwerte nicht normierter Parameter ergänzt.

Wenn die Qualitätskontrolle durch Hintergrundkonzentrationen entstandene Überschreitungen der laut oder aufgrund von dem Dekret festgesetzten Schwellenwerte ergibt, dürfen die Aushuberde, die dekontaminierte Erde und die in Artikel 7/1 Absatz 3 genannte Erde von pflanzlichen Erzeugungen an einem Empfängerstandort oder auf einer betroffenen Parzelle des Empfängerstandorts, dessen Hintergrundkonzentrationen mindestens den Hintergrundkonzentrationen des Herkunftsstandorts entsprechen, verwendet werden, vorausgesetzt, es besteht keine zusätzliche Gefahr für die Umwelt und die menschliche Gesundheit;"

2° in § 2:

die Wortfolge "Artikel 7 § 2" wird durch die Wortfolge "Artikel 7/1" ersetzt;

das Wort "Verwendungszeugnis" wird durch das Wort "Registrierungsbeschluss" ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 15 Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018, werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Standort innerhalb einer Zone mit der Benutzungsart" wird durch die Wortfolge "Standort mit der Benutzungsart" ersetzt;

b) Ziffer 1 wird durch Folgendes ersetzt: "1° Die Erde überschreitet nicht die in Artikel 14 festgehaltenen Werte, die für eine Verwendung an einem Empfängerstandort mit der Benutzungsart V gelten;"

c) Absatz 1 wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt: "4° Eine dem Umweltgenehmigungsantrag beigefügte Gefahrenstudie zeigt, dass die abweichenden Werte keine Gefahr für den Empfängerstandort aufweisen."

Art. 18 - Artikel 15 wird um drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Absatz 1 gilt nicht für alle Standorte, die sich in einem Abbaugebiet und in einem Gebiet für Nebenanlagen von Abbaustätten im Sinne des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung befinden.

Der Verwerter führt eine systematische Kontrolle der Einhaltung der festgelegten Normen ein, um vor dem Transport der Erde zum Empfängerstandort zu überprüfen, dass diese gemäß Absatz 1 Ziffer 2 den in seiner Globalgenehmigung festgehaltenen Werten entspricht.

Zur Herstellung der Erdschicht zur Abdeckung eines TVZ der Klasse 2 darf unter den folgenden Bedingungen von den in Artikel 14 für die geplante Benutzungsart festgehaltenen Werten abgewichen werden:

1° die Erde zweiter Kategorie im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren entspricht den die in Artikel 14 festgehaltenen Werten, die für eine Verwendung an einem Empfängerstandort mit der Benutzungsart V oder weniger gelten;

2° die mindestens 30 cm dicke Endschicht aus Erde entspricht in Anwendung von Artikel 14 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 den auf die geplante Benutzungsart anwendbaren Werten.“.

Art. 19 - In Artikel 16 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

a) Absatz 1 wird in einem § 1, Absatz 2 in einem § 2 zusammengefügt;

b) der Artikel wird um einen dritten Paragraphen mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“§ 3. Sofern der Vorgang keine Betrugszwecke nach §§ 1 und 2 verfolgt, ist unter den in Artikel 18 festgelegten Bedingungen eine Zusammenstellung von Erde möglich.“.

Art. 20 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1:

Absatz 2 Ziffer 2 wird um die folgende Wortfolge ergänzt:

“oder, wenn die Erde für ein technisches Vergrabungszentrum bestimmt ist, die Bezeichnung dieses technischen Vergrabungszentrums;“;

b) in Absatz 2 Ziffer 6 wird die Wortfolge “die Zulassungsnummer” durch die Wortfolge “die Referenz der Umweltgenehmigung” ersetzt;

2° in § 2:

in Absatz 1 wird die Wortfolge “oder einem technischen Vergrabungszentrum” zwischen “zugelassenen Anlage” und “befördert wird” eingefügt;

Die Wortfolge “drei Tagen” wird durch die Wortfolge “zwei Tagen” ersetzt;

3° in § 2 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Wird die Notifizierung der Erdbewegung infolge des Ausbleibens eines Beschlusses innerhalb der im zweiten Absatz genannten Frist abgelehnt, so erstattet die Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, die Überwachungsstelle dem Antragsteller die in Artikel 22 genannte Aktengebühr.“;

4° in § 3 Absatz 3 wird das Wort “zehn” durch das Wort “sieben” ersetzt;

5° in § 3 Absatz 5 wird das Wort “neuen” gestrichen und das Wort “dreißig” durch das Wort “fünfzehn” ersetzt.

Art. 21 - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 3 wird zwischen die Absätze 2 und 3 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Wird die Notifizierung der Zusammenstellung von Erde infolge des Ausbleibens eines Beschlusses innerhalb der im zweiten Absatz genannten Frist abgelehnt, so erstattet die Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, die Überwachungsstelle dem Antragsteller die in Artikel 22 genannte Aktengebühr.“;

2° in § 4 Absatz 2 wird das Wort “zehn” durch das Wort “sieben” ersetzt;

3° in § 4 Absatz 4 wird das Wort “neuen” gestrichen und das Wort “dreißig” durch das Wort “fünfzehn” ersetzt.

Art. 22 - Artikel 20 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 20 - Die für den Abtransport der Erde verantwortliche Person nach Artikel 26 notifiziert der Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, der Überwachungsstelle elektronisch die Beendigung der Erdbewegung zu einem bestimmten Zielort. Die Notifizierung erfolgt innerhalb von acht Werktagen nach Beendigung der Erdbewegung.

Der Verwerter, der Betreiber der zugelassenen Anlage oder des technischen Vergrabungszentrums bestätigt der Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, der Überwachungsstelle elektronisch innerhalb von acht Werktagen nach Ablauf der in Absatz 1 genannten Frist die Abnahme der Erde.

Wird die Abnahme der Erde abgelehnt, so notifiziert der Verwerter, der Betreiber der zugelassenen Anlage oder des technischen Vergrabungszentrums elektronisch die Ablehnung der Erde innerhalb von acht Werktagen nach dieser Ablehnung und gibt die Gründe dafür an.

Die Notifizierung gibt innerhalb von drei Tagen nach ihrem Eingang Anlass zur elektronischen Ausstellung einer Empfangsbestätigung und, gegebenenfalls, zur Anforderung zusätzlicher Informationen.“.

Art. 23 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in § 1:

in Absatz 3 wird die Wortfolge “Die Aktengebühr wird wie folgt festgelegt:” durch die Wortfolge “Der Betrag wird wie folgt festgelegt:” ersetzt;

in Absatz 4 wird die Wortfolge “im vorliegenden Artikel definierten” zwischen die Wortfolge “der Betrag der” und das Wort “Aktengebühr” eingefügt;

in Absatz 5 wird die Wortfolge “im Sinne des vorliegenden Artikels” zwischen das Wort “Aktengebühr” und das Wort “an” eingefügt;

2° in § 2:

in Absatz 1 wird die Wortfolge “Artikel 7 § 2 Absatz 3” durch die Wortfolge “Artikel 7/1 Absatz 3” ersetzt;

Absatz 2 wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ersetzt:

“Abweichend von § 1 wird für die in Artikel 7/1 Absatz 2 erwähnte Erde von pflanzlichen Erzeugungen ein Pauschalbetrag von zweihundertfünfzig Euro jährlich erhoben.

Abweichend von § 1 wird für jede Notifizierung einer Erdbewegung von Aushuberde, die zu einem technischen Vergrabungszentrum abtransportiert wird, eine pauschale Aktengebühr von fünfundsiebenzig Euro erhoben.“.

Art. 24 - Artikel 25 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 25 - Die Entscheidung zur Durchführung der Qualitätskontrolle der Aushuberde am Herkunftsstandort oder in der zugelassenen Anlage gemäß Artikel 6 § 2 und die Verantwortlichkeit, die Qualitätskontrolle zu veranlassen und den Erdequalitätskontrollschein zu erlangen, sowie die Übernahme der damit verbundenen Kosten obliegen dem Bauherrn."

Art. 25 - In Artikel 27 § 1 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt: "Wird der Erdequalitätskontrollschein vor der Einleitung des Auftragsverfahrens, vor der Angebotsanfrage oder der Auftragsvergabe für Bauleistungen erlangt, so wird dieser dem Lastenheft, der Angebotsanfrage oder dem Auftragschein beigelegt."

Art. 26 - In Artikel 27 desselben Erlasses wird § 1 um drei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wird der Erdequalitätskontrollschein nicht vor der Einleitung des Auftragsverfahrens, vor der Angebotsanfrage oder der Auftragsvergabe für Bauleistungen erlangt, so wird die Qualitätskontrolle unbeschadet von Artikel 6 § 2 in einer zugelassenen Anlage durchgeführt.

Falls der Bauherr es ausdrücklich beantragt und wenn die Erdevolumen 400 m³ überschreiten oder aus einem verdächtigen Standort stammen und die Qualitätskontrolle von dem Bauherrn angeordnet wird, nachdem das für die Aushubarbeiten und das Abtransportieren der Erde verantwortliche Unternehmen bestimmt worden ist, sind die Entnahme der zu analysierenden Erdproben am Herkunftsstandort oder am ordnungsgemäß zugelassenen Standort der Zusammenstellung und die Definition der Analyseparameter durch den Sachverständigen gemäß Artikel 14 Gegenstand eines Protokolls, das von dem Sachverständigen, dem Bauherrn, dem Bauunternehmen, dem Verantwortlichen der vorgesehenen Empfängerstandorte und/oder des vorgesehenen Lagerungs- und/oder Behandlungszentrums, oder von deren Vertretern, unterzeichnet wird.

Wenn eine zugelassene Anlage oder ein Empfängerstandort die Erdequalitätskontrolle für das betroffene Los Erde infrage stellt, dann wird eine kontradiktorische Qualitätskontrolle vorgenommen. Wird Letztere nochmals infrage gestellt, so wird eine zweite kontradiktorische Qualitätskontrolle durchgeführt, welche endgültig gelten wird. Ein Addendum zum bereits erstellten Erdequalitätsbericht wird gemäß Artikel 10 der Verwaltung oder, falls es sich um eine Konzession handelt, der Überwachungsstelle vorgelegt. Ein neuer Erdequalitätskontrollschein wird auf der Grundlage der neuesten kontradiktorischen Analysen erstellt, welcher nicht mehr infrage zu stellen ist. Die in Artikel 11 § 3 Absatz 2 festgehaltenen Aktengebühren werden angewandt. Die Kosten in Verbindung mit beiden Qualitätskontrollen und mit den Aktengebühren gehen zu Lasten der Person, die die zusätzlichen Qualitätskontrollen initiiert.

Die Analysen der im Rahmen der kontradiktorischen Qualitätskontrollen entnommenen Erde werden durch andere zugelassene Labors als diejenigen, die die ersten Analysen vorgenommen haben, durchgeführt. Die Entnahme der Erde wird von einem anderen zugelassenen Sachverständigen oder einem anderen registrierten Probenehmer als denjenigen, die die ersten Entnahmen vorgenommen haben, durchgeführt. Gemäß Artikel 53 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung dürfen die Tätigkeiten des registrierten Probenehmers nicht direkt oder indirekt, völlig oder teilweise, in welcher Form auch immer, vom Auftraggeber oder von der die Arbeiten ausführenden Person kontrolliert oder verwaltet werden."

Art. 27 - In Artikel 30 Ziffer 5 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° die Wortfolge "auf Ebene ihrer Einsatzkader" wird vor die Wortfolge "keine Tätigkeiten" eingefügt;
- 2° das Wort "operationellen" wird zwischen das Wort "ihren" und das Wort "Strukturen" eingefügt.

Art. 28 - In Artikel 32 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

- 1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "und Pauschalbeträge" zwischen das Wort "Aktengebühren" und das Wort "werden" eingefügt;
- 2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "und der Pauschalbeträge" zwischen das Wort "Aktengebühren" und das Wort "werden" eingefügt;

Art. 29 - In Artikel 33 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1:

Die Wortfolge "Materialien und" wird zwischen die Wortfolge "Erde und" und das Wort "Bauabfällen" eingefügt; das Wort "Bauabfällen" wird durch die Wortfolge "Abfällen aus Bau- und Abrisstätigkeiten" ersetzt;

2° in Absatz 2:

die Wortfolge "oder ggf." wird gestrichen;

Ein Komma wird nach dem Wort "Verwaltung" eingefügt und die Wortfolge "zusammen und umfasst" durch die Wortfolge "oder an jeglichem anderen von der Verwaltung bestimmten Ort zusammen. Wenn dieser Fachausschuss zu einer Frage zusammentritt, die sich auf Erde bezieht, umfasst er" ersetzt;

in Ziffer 4 wird die Wortfolge "Operative Generaldirektion Straßen und Gebäude des öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "Öffentlicher Dienst der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen" ersetzt.

Art. 30 - In demselben Erlass wird ein Artikel 63/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 63/2 - Die Gültigkeitsdauer der ausgestellten Erdequalitätskontrollscheine, die eine Gültigkeit von zwei Jahren haben, wird auf fünf Jahre angehoben, in Übereinstimmung mit Artikel 10 des vorliegenden Erlasses".

Art. 31 - In demselben Erlass wird Artikel 64 um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Artikel 14 § 1 Absatz 2 tritt am 1. Januar 2022 in Kraft."

Art. 32 - In Anhang 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "Artikel 1 Ziffer 21" durch die Wortfolge "Artikel 1 Ziffer 11" ersetzt.

Art. 33 - In Anhang 2 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1) wird die Wortfolge "von einem gemäß Artikel 36 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung zugelassenen Laboratorium oder einem gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019 zur Festlegung der Bedingungen für die Registrierung der Probenehmer und die Zulassung der Analyselabors für Abfälle zugelassenen Laboratorium" zwischen das Wort "Erdequalitätskontrolle" und die Wortfolge "zu analysieren" eingefügt;

2° das Wort "(Datum)" wird durch "1. März 2018" ersetzt;

3° in der 1. Tabelle wird die Überschrift der 2. Spalte in der ersten Zeile durch Folgendes ersetzt:

"Höchstschwellenwert für eine Verwendung in der Benutzungsart I, II, III oder IV (mg/kg Trockenstoff)";

4° in der 1. Tabelle wird die Überschrift der 3. Spalte in der ersten Zeile durch Folgendes ersetzt:

"Höchstschwellenwert für eine Verwendung in der Benutzungsart V (mg/kg Trockenstoff)".

Art. 34 - In demselben Erlass wird Anhang 2 um den wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Der Gehalt an Asbestfasern der Erde muss unter den in der vorstehenden Tabelle festgelegten Schwellenwerten liegen. Die Erde, für die der Gehalt an Asbestfasern den Grenzwert für die Benutzungsarten I, II, III und IV überschreitet, ohne höher zu sein als der Grenzwert für die Benutzungsart V, wird mit einem Geotextil in Signalfarbe und einer mindestens ein Meter hohen Schicht aus Erde nach Artikel 14, oder mit einem Belag, überdeckt."

Art. 35 - In Anhang 3 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° unter der Überschrift "Identifizierung":

in der ersten Tabelle, Spalte 10, Zeile 1 wird das Wort "Ansprechpartner" durch die Wortfolge "Ansprechpartner und E-Mail-Adresse" ersetzt;

zwischen die 1. und die 2. Tabelle wird ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei Miteigentum wird die vorstehende Tabelle mit den Angaben des Verwalters ausgefüllt. Bei Erdequalitätsberichten, die an einem Herkunftsstandort mit mehr als drei Eigentümern erstellt werden, wird mindestens ein Eigentümer in der vorstehenden Tabelle erwähnt";

in der 2. Tabelle, Spalte 10, Zeile 1 wird das Wort "Ansprechpartner" durch die Wortfolge "Ansprechpartner und E-Mail-Adresse" ersetzt;

2° in der einzigen Tabelle unter der Überschrift "Projekt":

in Spalte 1, Zeile 2, wird die Wortfolge "Ggf. Verwaltungsreferenzen der projektbezogenen Genehmigung(en)" durch die Wortfolge "Ausstellungsdatum der Genehmigung und zuständige Behörde, die sie ausgestellt hat" ersetzt;

Zeile 4 wird gestrichen;

3° unter der Überschrift "Herkunftsstandort":

in der ersten Tabelle:

in Spalte 2, Zeile 1 wird die Wortfolge "zu Berichtzwecken" gestrichen;

in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

die letzte Spalte wird gestrichen;

in der zweiten Tabelle, Spalte 1, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

4° unter der Überschrift "Bildung der Partien" wird in Spalte 2 Zeile 1 der einzigen Tabelle die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

5° unter der Überschrift "Ergebnisse":

in Spalte 2, Zeile 2 der einzigen Tabelle wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

unter die einzige Tabelle wird ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei Herkunftsstandorten außerhalb der Wallonie ist die Angabe der Katasterreferenzen nicht obligatorisch.";

6° unter der Überschrift "Schlussfolgerung: Beschreibung der Untersuchungsarbeiten:", unterhalb der einzigen Tabelle:

- in Absatz 1 mit der Überschrift "Pläne" wird in Ziffer 2 die Wortfolge ", die Tiefe der Lose" zwischen die Wörter "Analyseergebnisse" und "und" eingefügt;

- in Absatz 2 mit der Überschrift "Anlagen":

- in Ziffer 1 wird die Wortfolge "Bohrungsbezeichnung;" durch die Wortfolge "Probenahme-Datenblätter gemäß WKPA;" ersetzt;

- in Ziffer 3 wird die Wortfolge "beglaubigter Auszug aus der Datenbank für den Bodenzustand, der mindestens 3 Monate alt ist" durch die Wortfolge "bei der Datenbank für den Bodenzustand aufgenommene Daten, außer im Falle der Erzeugung von Wegebauerde bzw. Gleisbauerde oder im Falle von in die Wallonische Region eingeführter Erde." ersetzt.

Art. 36 - In Anhang 4 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in der 3. Tabelle unter der Überschrift "Identifizierung":

in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

Spalte 5 wird gestrichen;

2° unter der Überschrift "Lose" wird in Spalte 2, Zeile 1 der Tabelle die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt.

Art. 37 - In Anhang 5 desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Punkt 1 mit der Überschrift "Falls ein Erdequalitätskontrollschein erforderlich ist:" werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

in der 3. Tabelle dieses Punkts 1 unter dem Satz "Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt":

in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

die letzte Spalte wird gestrichen;

in der 4. Tabelle dieses Punkts 1 unter dem Wort "Lose" wird in Spalte 2, Zeile 1 die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

unter dem Satz "Falls die Erde für einen Empfängerstandort bestimmt ist":

in der 6. Tabelle dieses Anhangs wird in Spalte 5, Zeile 1 die Wortfolge "des Standorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

zwischen die 6. und die 7. Tabelle dieses Punkts 1 wird der wie folgt lautende Satz eingefügt:

"Bei Ausfuhr der Erde aus der Wallonie ist die Angabe der Katasterreferenzen und der Lambert-Koordinaten 72 nicht obligatorisch.";

in der 7. Tabelle dieses Punkts 1:

in Spalte 1, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

in Spalte 11, Zeile 1 wird das Wort "Ansprechpartner" durch die Wortfolge "Ansprechpartner und E-Mail-Adresse" ersetzt;

zwischen die 7. und die 8. Tabelle dieses Punkts 1 werden die beiden wie folgt lautenden Sätze eingefügt:

"Bei Miteigentum wird die vorstehende Tabelle mit den Angaben des Verwalters ausgefüllt. Bei Empfängerstandorten mit mehr als drei Eigentümern wird mindestens ein Eigentümer in der vorstehenden Tabelle erwähnt.";

in der 8. Tabelle dieses Punkts 1 wird in Spalte 1, Zeile 1 die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

zwischen die unbetitelte 8. Tabelle und die unter dem Wort "Verwendung" stehende 9. Tabelle dieses Punkts 1 wird ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei Ausfuhr der Erde aus der Wallonie sind in die Spalten 2, 3, 4 und 5 keine Angaben einzutragen.";

in der 9. Tabelle dieses Punkts 1 wird in Spalte 3, Zeile 1 die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

zwischen der unter dem Wort "Verwendung" stehenden 9. Tabelle und dem Punkt 2 dieses Anhangs wird in die Bestimmungen unter der Wortfolge "Planung der Arbeiten", die aus einem mit einem Gedankenstrich beginnenden Absatz 1 und einem eine Aufzählung der Ziffern 1 bis 4 enthaltenden Absatz 2 bestehen, ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Für aus der Wallonie ausgeführte Erde sind die Pläne nach 1° bis 4° nicht erforderlich";

2° in Punkt 2 mit der Überschrift "Falls ein Erdequalitätskontrollschein nicht erforderlich ist:" werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

unter der Wortfolge "Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt":

i) in der 4. Tabelle dieses Punkts 2:

in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt; die letzte Spalte wird gestrichen;

ii) in der 5. Tabelle dieses Punkts 2 wird in Spalte 1, Zeile 1 die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

iii) in der 6. Tabelle dieses Punkts 2 werden die Spalten 4 und 5 gestrichen;

iv) in der 7. Tabelle wird in Spalte 2, Zeile 1 die Wortfolge "des Herkunftsstandorts" durch die Wortfolge "der Aushubzone" ersetzt;

unter der Wortfolge "Falls die Erde für einen Empfängerstandort bestimmt ist":

i) in der 10. Tabelle dieses Punkts 2:

in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

in Spalte 5, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Standorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

ii) in der 11. Tabelle dieses Punkts 2:

in Spalte 1, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

in Spalte 11, Zeile 1 wird das Wort "Ansprechpartner" durch die Wortfolge "Ansprechpartner und E-Mail-Adresse" ersetzt;

iii) zwischen die 11. und die 12. Tabelle dieses Punkts 2 wird ein Satz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Bei Miteigentum wird die vorstehende Tabelle mit den Angaben des Verwalters ausgefüllt. Bei Empfängerstandorten mit mehr als drei Eigentümern wird mindestens ein Eigentümer in der vorstehenden Tabelle erwähnt.";

iv) in der 12. Tabelle dieses Punkts 2 wird in Spalte 1, Zeile 1 die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

unter dem Wort "Verwendung":

i) in der 13. Tabelle dieses Punkts 2 wird in Spalte 3, Zeile 1 die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

ii) zwischen der unter dem Wort "Verwendung" stehenden 13. Tabelle dieses Punkts 2 und dem "Notifizierung der Abnahme von Erde" betitelten Punkt 3 dieses Anhangs werden in den unter derselben 13. Tabelle aufgeführten Bestimmungen, die aus einem Absatz 1 mit dem Satz "Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt", einem mit der Wortfolge "Plan des Herkunftsstandorts" beginnenden und eine Aufzählung der Ziffern 1 bis 4 enthaltenden Absatz 2, einem Absatz 3 mit dem Satz "Falls die Erde für einen Empfängerstandort bestimmt ist", einem mit der Wortfolge "Plan des Empfängerstandorts" beginnenden und eine Aufzählung der Ziffern 1 bis 4 enthaltenden Absatz 4 und einem Absatz 5 mit dem Satz "Falls die Erde aus einem Herkunftsstandort stammt: beglaubigter Auszug aus der Datenbank für den Bodenzustand, der mindestens 3 Monate alt ist" bestehen, die folgenden Abänderungen vorgenommen:

in Absatz 2 werden die Ziffern 2, 3 und 4 aufgehoben;

Absatz 5 wird aufgehoben;

3° in Punkt 3 mit der Überschrift "Notifizierung der Abnahme von Erde" werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

unter der Wortfolge "Abnahme der Erde." wird zwischen dieser Wortfolge und der 2. Tabelle desselben Punkts 3 der Satz "Falls die Erde von einer zugelassenen Anlage abgenommen wird." durch den Satz "Falls die Erde von einer zugelassenen Anlage oder einem technischen Vergrabungszentrum (TVZ) abgenommen wird" ersetzt;

in der französischen Fassung wird im Satz "Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site 'récepteur'" zwischen der 3. und der 4. Tabelle desselben Punkts 3 die Wortfolge "site 'récepteur'" durch die Wortfolge "site récepteur" ersetzt;

unter dem Satz "Falls die Erde an einem Empfängerstandort abgenommen wird", der in der französischen Fassung zum Satz "Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site récepteur" wird, nämlich

i) in der 5. Tabelle:

- in Spalte 3, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

- in Spalte 5, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Standorts" durch die Wortfolge "der aufgeschütteten Zone" ersetzt;

ii) in der 6. Tabelle:

- in Spalte 1, Zeile 1 wird die Wortfolge "des Empfängerstandorts" durch die Wortfolge "der Parzelle" ersetzt;

- in Spalte 11, Zeile 1 wird das Wort "Ansprechpartner" durch die Wortfolge "Ansprechpartner und E-Mail-Adresse" ersetzt.

Art. 38 - In denselben Erlass wird ein Anhang 7 eingefügt, die dem vorliegenden Erlass beigelegt wird.

KAPITEL IV. - Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Art. 39 - Artikel 3 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Empfangsbestätigung im Sinne von Artikel 20 des Erlasses vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen gilt aufgrund einer Verwertung gemäß den Bestimmungen von Artikel 5 des Dekrets vom 1. März 2018 und seiner Ausführungsmaßnahmen als vorzeitiger Beschluss im Sinne von § 2 Absatz 2 des vorliegenden Erlasses sowie als Befreiung im Sinne von Artikel 46 des Dekrets vom 1. März 2018 und von Artikel 77 Absatz 1 Ziffer 2 des vorliegenden Erlasses und ist jedem von den Verpflichtungen von Artikel 23 des Dekrets vom 1. März 2018 betroffenen Genehmigungsantrag beizufügen."

KAPITEL V. — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle

Art. 40 - In Artikel 20 § 1 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. Februar 2019 zur Durchführung des in Artikel 4ter des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle vorgesehenen Verfahrens zur Aufhebung der Abfalleigenschaft und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle wird die Wortfolge "Artikel 11" durch die Wortfolge "Artikel 10" ersetzt.

Art. 41 - In Anhang II desselben Erlasses werden die folgenden Änderungen vorgenommen:

1° in Unterabschnitt 2.2, Punkt 2.2.2 wird die Wortfolge "Unterabschnitt 1" durch die Wortfolge "Unterabschnitt 2.1" ersetzt;

2° in Unterabschnitt 2.3, Punkt 2.3.2, Spalte 3 der ersten Tabelle wird die Wortfolge "S/cm" durch die Wortfolge "µS/cm" ersetzt;

3° in Unterabschnitt 2.3, Punkt 2.3.2 wird in der Tabelle "Prüfung betreffend die Zusammensetzung der Bruttostichprobe" die Buchstabenfolge "NBN" durch die Buchstabenfolge "NEN" ersetzt.

KAPITEL VI. — Schlussbestimmungen

Art. 42 - Der vorliegende Erlass tritt am 31. Juni 2021 in Kraft.

Art. 43 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Anhang zum Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde

"Anhang 7 zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen

Wichtigste Elemente, die bei der Ausfertigung des Referenz-Handbuchs über die Bewirtschaftung von Erde (RHBE) zu berücksichtigen sind

Ziel des Referenz-Handbuchs über die Bewirtschaftung von Erde (RHBE) ist es, die Qualität der sachverständigen Vorgehensweise zu gewährleisten sowie sämtliche Parteien zu begleiten, die am Qualitätskontroll- und Rückverfolgbarkeitsprozess beteiligt sind.

Es beschreibt ebenfalls u.a. das Qualitätsniveau, dem ein Erdequalitätsbericht zu entsprechen hat, sowie die gesamten Probenahmestrategien, die anzuwenden sind, um Qualitätswerte zu erzielen, die für ein Los Erde repräsentativ sind.

INHALT DES RHBE:

Das RHBE gliedert sich in 4 Kapitel:

Einleitung

Verfahren

Erdequalitätskontrolle

Analysen

Einleitung

Das Handbuch stellt einleitend die Ziele des RHBE, so wie sie in Artikel 5 aufgeführt sind, sowie den Anwendungsbereich des Letzteren vor.

Verfahren

Das Handbuch wiederholt die verschiedenen Verfahren, mit denen die Akteure vor Ort konfrontiert werden können: Durchführung einer Erdequalitätskontrolle, Wiederverwendung der Erde am Herkunftsstandort, Analyse in einer zugelassenen Anlage,

Ebenso werden im Handbuch die Regeln für die Gleichwertigkeit zwischen den Werten der in der Erde gemessenen Schadstoffkonzentrationen, den in Anhang I des Dekrets aufgeführten Normen über Normwerte und Hintergrundkonzentrationen sowie ein spezifisches Verfahren zur Förderung der Verwertung der von und nach Zonen mit Hintergrundkonzentrationen transportierten Erde auf der Grundlage einer angemessenen Kartographie der Hintergrundkonzentrationen festgelegt.

Es präzisiert ebenfalls den in Artikel 14 des vorliegenden Erlasses erwähnten Begriff der zusätzlichen Gefahr.

Es bestimmt die Modalitäten für die Durchführung der Gefahrenstudie, die im Rahmen von Artikel 15 des vorliegenden Erlasses dem Umweltgenehmigungsantrag beizufügen ist, sowie die Merkmale der Endsicht aus Erde.

Erdequalitätskontrolle

Das Handbuch beschreibt die erforderlichen Probenahmestrategien, um Qualitätswerte zu erzielen, die für die einer Qualitätskontrolle unterzogene Erde repräsentativ sind. Diese Strategien beruhen auf dem Begriff des "Loses". Es werden Sammelposten analysiert, die aus mehreren innerhalb des zu charakterisierenden Loses entnommenen Einzelproben zusammengesetzt sind.

Das Handbuch bestimmt die Fälle und Bedingungen, in denen die durch nicht einheimische invasive Pflanzenarten kontaminierte Erde verlagert oder verwendet werden darf.

Es definiert ebenfalls die Gleichwertigkeiten zwischen den Verfahren aus anderen Regionen.

In diesem Kapitel werden die folgenden Punkte behandelt:

Identifizierung der zu charakterisierenden Lose:

Das Handbuch legt die verschiedenen Zustände eines Loses (am Platz, in Haufen, in Schwaden, unter dem Verkehrsweg...) sowie die Merkmale fest, denen Letzteres zu entsprechen hat (geringe typologische Schwankungen).

Volumetrie der Lose:

Die Volumetrie der Lose Erde ist ein Element von zentraler Bedeutung, um die eventuell erforderlichen Verfahren zur Qualitätskontrolle zu erstellen und die Untersuchungsstrategien zu bestimmen.

Ein Auflockerungsfaktor sowie eine sogenannte "Pauschalichte" werden im Handbuch ebenfalls definiert.

Im Zusammenhang mit dem vorstehenden Kapitel "Identifizierung der zu charakterisierenden Lose" geht das Handbuch auf die Fälle von starker Heterogenität ein.

Makroskopische Unterscheidung der Lose:

Die Identifizierung der Lose beruht auf der von einem Probenehmer vorgenommenen lithologischen und makroskopischen Beschreibung der am Platz bleibenden oder ausgehobenen Erde.

Das Handbuch bestimmt mehrere Kriterien, die zur makroskopischen Beschreibung der Erde verwendet werden können. Die Beschreibung der Merkmale jedes einzelnen Loses wird im Erdequalitätsbericht aufgenommen. Diese Merkmale werden zur Identifizierung des Loses im Rahmen einer eventuellen nachträglichen Gegenexpertise verwendet werden.

Fraktionen aus Gestein und organischen Stoffen:

Das Handbuch erläutert Artikel 13 des vorliegenden Erlasses. Abbildungen von Kornfraktionen werden bereitgestellt, um den Prozentanteil der exogenen Materialien in einem Los ermitteln zu können.

Entnahmeprotokolle:

Das Handbuch führt die Probenahmeprotokolle auf und beschreibt die minimalen Probenahmestrategien, die auf ein Los Erde je nach seinem Zustand (am Platz, im Verkehrsweg, in Schwaden) und seiner Volumetrie (oder seinem Tonnengewicht für schwadenförmige Lose) anzuwenden sind.

Es bestimmt näher, dass die Probenahmestrategie auf der Grundlage der Volumetrie des Loses zum Zeitpunkt der Entnahmen festgelegt wird und dass dementsprechend kein Berichtigungsfaktor anzuwenden ist, um einer eventuellen Volumenänderung infolge einer Vorbehandlung o.Ä. Rechnung zu tragen.

Es beschreibt ebenfalls eine Sonderstrategie für Volumen jenseits eines bestimmten Schwellenwerts. Die Berechnungsmethode für die Einzel- und Sammelposten wird im Kapitel angeführt.

Es beschreibt die Maßnahmen, die bei zufälliger Entdeckung einer Verschmutzung zu treffen sind.

Analysen

Dieses Kapitel wird den Analysen, die im Rahmen einer Erdequalitätskontrolle durchzuführen sind, sowie deren ordnungsgemäßen Auswertung gewidmet.

Das Handbuch bestimmt, ab wann eine Analyse als anormal betrachtet werden kann oder nicht. Es wird auf die Phenolproblematik und die Nugget-Effekte eingegangen.

Es bestimmt ebenfalls die Methodik zur Wiederverwendung früherer Analysen (im Rahmen des Bodendekrets oder des Dekrets über die Abfälle durchgeführte Analysen). Durch diese Methodik kann ermittelt werden, ob die früheren Ergebnisse tatsächlich für die Qualität eines Loses repräsentativ sind.

Das Handbuch umfasst ebenfalls die Modalitäten, die zu beachten sind, falls Asbest an einem Standort vorhanden ist.“

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse in Sachen Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 17. Juni 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31922]

**17 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van
verschillende besluiten inzake het beheer en de traceerbaarheid van grond**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 4^{ter}, § 3, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikel 13, vierde lid;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, inzonderheid op de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 betreffende de "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4^{ter} van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 juni 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2020;

Gelet op het genderrapport opgesteld op 24 juni 2020 overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 2 september 2020;

Gelet op het advies nr. 68.220/4V van de Raad van State, gegeven op 2 december 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de adviezen uitgebracht door de beleidsgroep "Leefmilieu" van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, sociale en milieuraad van Wallonië), het technisch Comité bedoeld in artikel 33 van bovenvermeld besluit van 5 juli 2018 alsmede de initiatiefadviezen uitgebracht door Aquawal, Wallonie Développement en FedieX;

Overwegende dat het uitstel van de inwerkingtreding van het besluit van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse maatregelen op dit gebied op 1 mei 2020, een terugkeer van de actoren op het terrein bij het beheer van uitgegraven grond mogelijk heeft gemaakt;

Dat alle meegedeelde adviezen zijn geanalyseerd en dat is nagegaan welke verbeteringen mogelijk zijn;

Dat uit deze adviezen is gebleken dat sommige bepalingen moeten worden verduidelijkt of verbeterd, naar gelang van het geval, rekening houdende met de realiteit op het terrein;

Gelet op de noodzaak om de doeltreffendheid van het systeem en de uitvoerbaarheid van de regelgevingsbepalingen te verbeteren;

Overwegende dat de essentiële doelstellingen en mechanismen van het besluit van 5 juli 2018 niettemin behouden moeten blijven, voor zover zij het mogelijk maken te zorgen voor een doeltreffende bescherming van het milieu, alsook voor transparantie en gelijke behandeling bij overheidsopdrachten voor werken, voor dekking van de kosten van kwaliteitscontrole en grondbeheer waarbij ongeoorloofd gedrag wordt voorkomen, en voorkoming van speculatie bij het grondbeheer;

Gelet op de beschikbare cartografische gegevens aan de hand waarvan de feitelijke situatie van de landbouwgronden sedert ten minste 1971 kan worden vastgesteld;

Overwegende dat de rubrieken 90.28.01.03 en 90.28.02.02 aan een effectenbeoordeling worden onderworpen in geval van opvulling onder de grondwaterspiegel, ongeacht het opgevoelde volume;

Overwegende dat de saneringshandelingen en -werken, zoals behandeld in hoofdstuk IV, afdeling 3, onderafdeling 3, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, onder de grondwaterspiegel mogen worden uitgevoerd,

Overwegende dat de sanering van een terrein, na de saneringshandelingen en -werken, wordt gedefinieerd in een saneringsproject dat een milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning of globale vergunning waard is in de zin van artikel 67 van het decreet van 1 maart 2018;

Overwegende dat een door de administratie goedgekeurd saneringsproject de kwaliteit van de opvulmaterialen bepaalt, zodat deze verenigbaar zijn met het gebruik of de gebruiksvormen die voor het terrein zijn gekozen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt*

Artikel 1. In bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018, wordt de volgende regel ingevoegd tussen de regel met betrekking tot code 170504-VO en de regel met betrekking tot code 191302-ID :

170504-VF	Spoorweg- grond:		Spoorweggrond die voldoet aan het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Grond die voldoet aan het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake	Gebruik voor spoorwegen in overeenstemming met het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van verscheidene bepalingen terzake
-----------	---------------------	--	--	--	---

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen*

Art. 2. In Bijlage I, 90, Sanering, Wegennet en Afvalbeheer, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het opschrift van rubriek 90.28.01.03 worden de woorden "behalve in het kader van saneringshandelingen en -werken" ingevoegd tussen de woorden "de grondwaterlaag geschiedt" en de woorden "of de 500.000 m³ te boven gaat";

2° in het opschrift van rubriek 90.28.02.02 worden de woorden "behalve in het kader van saneringshandelingen en -werken" ingevoegd tussen de woorden "de grondwaterlaag geschiedt" en de woorden "of de 100.000 m³ te boven gaat".

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake*

Art. 3. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de leden 1 tot 8 worden in één paragraaf 1 gecombineerd;

b) in 8° worden de woorden "een centrum voor technische ingraving" ingevoegd tussen de woorden "ontvangende site," en de woorden "of een";

c) in 9° wordt het cijfer "5" vervangen door het cijfer "IV";

d) in 12° worden de woorden "§1" ingevoegd tussen de woorden "artikel 9," en de woorden "tweede lid";

e) in 13° worden de woorden "afzonderlijke getuigschriften voor de controle op de grondkwaliteit" vervangen door de woorden "een getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit of afzonderlijke getuigschriften voor de controle op de grondkwaliteit";

f) in 21° worden de woorden "de afgegraven grond gebruikt tijdens werken betreffende een weg of tijdens werken uitgevoerd op de bedding of op de voormalige bedding van spoorlijnen of van onverharde spoorlijnen of de berm van een dergelijke bedding" vervangen door de woorden "de afgegraven grond gebruikt tijdens werken betreffende een weg";

g) er wordt een punt 21/1°bis ingevoegd, luidend als volgt:

"21°/1 spoorweggrond: de afgegraven grond gebruikt tijdens werken betreffende een spoorweg";

h) er wordt een punt 26/1° ingevoegd, luidend als volgt :

"26°/1 bedding: het gebied onder een spoorweg of een voormalige spoorweg, met inbegrip van de zijsporen of vroegere zijsporen van die spoorweg, met inbegrip van de bijbehorende ondergrondse ruimte;"

i) er wordt een punt 26°/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"26°/2: spoorweg: de bedding of vroegere bedding van een spoorweg of een buurtspoorweg;"

2° lid 1 wordt aangevuld met de punten 29°, 30°, 31°, 32° en 33°, luidend als volgt:

"29° centrum voor technische ingraving: Centrum voor technische ingraving zoals bedoeld in artikel 2, 18°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

30° centrum voor technische ingraving van klasse 2: centrum voor technische ingraving zoals bedoeld in artikel 3, tweede streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving;

31° "bodembesluit": het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;

32° niet-verontreinigde grond: grond die niet verontreinigd is in de zin van het decreet;

33° bijkomend risico: mogelijkheid van verergering van een bestaande aandoening of situatie;";

3° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd:

"Wat punt 7° betreft, vormt de projectontwikkelaar-bouwer de opdrachtgever zodra hij het bouwproject initieert en er de leiding over neemt. ";

4° het voormalige lid 3, dat lid 4 wordt, wordt vervangen als volgt:

"Wat punt 17° betreft, zijn de volgende percelen bij wijze van uitzondering niet verdacht:

1° de percelen waarvoor een afwijking bedoeld in artikel 73 van het "bodembesluit" van 6 december 2018 is verkregen en gevoegd bij de milieuvergunning, de stedenbouwkundige vergunning, de globale vergunning of de geïntegreerde vergunning die, in fine, de afgraving van grond op de site van oorsprong toestaat;

2° tijdens de uitvoering van het stedenbouwkundig luik, de percelen, aanvankelijk niet opgenomen in de Databank inzake de bodemtoestand, die naar aanleiding van een aanvraag tot het verlenen van een globale vergunning waarbij nieuwe installaties of bodembedreigende activiteiten worden geplaatst, worden opgenomen in de eerste categorie van de Databank inzake de bodemtoestand in de zin van artikel 12 van het decreet;

3° de percelen, waarvoor een getuigschrift voor de controle op de bodem (of de in artikel 79, § 6, van het decreet bedoelde beslissing) of een getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit is toegekend en niet wijst op een residuele verontreiniging voor het(de) betrokken gebruik(en) voor zover:

i. geen bodemverontreiniging zich na de afgifte van het getuigschrift (of de in artikel 79, § 6, van het decreet bedoelde beslissing) heeft voorgedaan;

ii. geen activiteit die een risico voor de bodem vormt, meer dan vijf jaar na de afgifte van het getuigschrift is uitgeoefend;

iii° alle gebieden met mogelijke verontreiniging onderzocht zijn. ";

5° in voormalig lid 7, dat lid 8 wordt, worden, in de eerste kolom van de tabel, de woorden "artikel 7" vervangen door de woorden "artikelen 6 en 7/1";

6° artikel 1 wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt:

"§ 2. De in dit besluit in euro's uitgedrukte bedragen zijn exclusief BTW."

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt : "Dit besluit is van toepassing op de afgegraven grond, met inbegrip van de weggrond en de spoorweggrond, alsook op de grond van plantaardige producties en de ontsmette grond";

2° in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- in 2° worden de woorden "wanneer de totale hoeveelheid uitgravingen niet hoger is dan 10 m³" vervangen door de woorden "wanneer de totale hoeveelheid niet hoger is dan 20m³";

- in 4° worden, in de Franse versie, de woorden "le plan" vervangen door de woorden "du plan";

3° lid 2 wordt aangevuld met een punt 6° en een punt 7°, luidend als volgt:

"6° uit- en afgegraven grond die op de site van oorsprong wordt hergebruikt in een gebied met hetzelfde soort gebruik, of een soort gebruik dat minder gevoelig is dan het gebied waarvan de grond afkomstig is, overeenkomstig het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit en een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning;

7° voor de sites van oorsprong die het voorwerp hebben uitgemaakt van saneringshandelingen en -werken toevertrouwd aan de SPAQuE in uitvoering van het decreet of in uitvoering van artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, de afgegraven grond die op de site van oorsprong wordt hergebruikt in een gebied met hetzelfde soort gebruik, of een soort gebruik dat minder gevoelig is dan het gebied waarvan de grond afkomstig is, overeenkomstig de nota over de stand van de kennis opgesteld door de SPAQuE bij het einde van de werken en een stedenbouwkundige vergunning, een globale vergunning of een geïntegreerde vergunning ".

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "De Minister kan op voorstel van de administratie en na advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, van de "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" en van het in artikel 33 bedoelde technisch comité een referentiegids goedkeuren" vervangen door de woorden "De Minister keurt op voorstel van de administratie en na advies van de Beleidsgroep Leefmilieu, van de "Commission régionale d'avis pour l'exploitation des carrières" en van het in artikel 33 bedoelde technisch comité een referentiegids goed";

2° het tweede lid wordt aangevuld met de volgende streepjes:

"- een specifieke procedure vaststellen ter bevordering van de waardevolle benutting van grond die afkomstig is uit en bestemd is voor gebieden met bodemconcentraties, op basis van een passende cartografie van de bodemconcentraties;

- de regels vaststellen met betrekking tot het beginsel van gelijkwaardigheid van bodemconcentraties zoals gespecificeerd in artikel 14, §1, lid 2;

- een methodologie vaststellen voor de beoordeling van het in artikel 14 bedoelde bijkomend risico;
 - een methodologie vaststellen voor de beoordeling van de risico's in het kader van de toepassing van artikel 15.”;
- 3° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd:

” De minimumvoorschriften voor het waarborgen van de kwaliteit van het deskundigheidsproces zijn opgenomen in bijlage 7. ”;

4° in lid 3, dat lid 4 wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in het 7^e streepje worden de woorden ”, tweede lid, 3^o” opgeheven;
- b) het volgende streepje wordt ingevoegd tussen het 7^e en het 8^e streepje:
”-de in artikel 13, § 1 bedoelde bekledingen voor wegplatforms specificeren;”.

Art. 6. Artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018, wordt vervangen als volgt :

”§ 1. De afgegraven grond bestemd om gebruikt te worden, maakt het voorwerp van een kwaliteitscontrole.

De stalen worden door een persoon bedoeld in artikel 48 van het ”bodembesluit” uitgevoerd.

§ 2. De controle op de kwaliteit van de afgegraven grond wordt verricht voordat hij van de site van oorsprong wordt afgevoerd.

In afwijking van het eerste lid mag afgegraven grond die wordt verwijderd in een vergunde installatie in die installatie aan een kwaliteitscontrole worden onderworpen in plaats van op de site van oorsprong, mits alle maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat het vervoer en de opslag van de grond in overeenstemming met de geldende milieuvoorschriften geschieden. In dit geval worden de controle van de grondkwaliteit en het vervoer van de stalen naar het erkende laboratorium uitgevoerd binnen 15 dagen na ontvangst van de volledige staal grond in de vergunde installatie.

Indien uit de overeenkomstig het tweede lid uitgevoerde kwaliteitscontrole blijkt dat een staal grond niet voldoet aan de voorwaarden van de milieuvergunning van de vergunde installatie, of aan de gebruiksvoorwaarden bedoeld in artikel 14, § 1, moet deze staal binnen 3 dagen na ontvangst van de door het erkende laboratorium opgestelde analysecertificaten naar een erkende installatie voor de behandeling van verontreinigde grond worden gezonden.

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde verplichting is niet van toepassing in de volgende gevallen:

1° de totale hoeveelheid afgegraven grond die van de site van oorsprong wordt verwijderd, is niet hoger dan 400m³ en de volgende voorwaarden worden vervuld:

- a) de site van oorsprong is niet verdacht;
- b) de ontvangende site heeft hetzelfde soort of een minder kwetsbaar soort gebruik als dat van de site van oorsprong of, in het geval van afgegraven grond die afkomstig is van een site die, ongeacht de wettelijke vorm van gebruik, sinds ten minste 1971 feitelijk ononderbroken agrarisch is geweest, heeft de ontvangende site een soort gebruik II zoals bepaald overeenkomstig artikel 12, lid 2;

2° de weggrond wordt hergebruikt in het platform van een andere weg en

- a) de grond is afkomstig van een niet-verontreinigde bodem, onafhankelijk van een normaal gebruik van de weg;
- b) de ontvangende site wordt door de openbare opdrachtgever aangewezen;
- c) het gebruiksgebied:
 - i) ligt niet in een voorkomingsgebied van een grondwaterwinwerk;
 - ii) valt niet onder de milieus beschermd bij of krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;
 - iii) is niet blootgesteld aan een natuurrisico of zware geotechnische drukfactoren bedoeld in artikel D.IV.57 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals de overstroming in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel D.53 van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de karst, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzerertsen of ondergrondse holtes of aardbevingsgevaar;

iv) is geen bospad, geen landbouwweg, geen weg van het autonoom net voor traag verkeer (Ravel) grenzend aan een weg, geen bospad of geen weg waarvan de rijstrook een breedte van 2 meter of minder heeft;

d) in de voor het publiek toegankelijke gebieden die niet voorzien zijn van een bedekking, wordt de oorspronkelijke afdeklaag van grond opnieuw aangebracht op een dikte van minimum 20 centimeter;

3° de afgegraven grond is afkomstig van een site waarvan het gebruik van het type I of II is en

- a) de site van oorsprong is niet verdacht;
- b) de ontvangende site heeft hetzelfde soort gebruik als het betrokken gebied van de site van oorsprong;
- c) het gebruiksgebied wordt aangewezen door de opdrachtgever die tot de uitgraving overgaat;
- d) de opdrachtgever beschikt over een zakelijk recht of een pachtovereenkomst op de ontvangende site;

4° de afgegraven grond wordt uitgegraven in het kader van de saneringshandelingen en –werken voor een terrein dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een saneringsproject goedgekeurd overeenkomstig het decreet, een maatregel van onmiddellijk beheer overeenkomstig artikel 80 van het decreet, een beslissing van de Waalse Regering waarbij aan de SPAQuE saneringsmaatregelen worden opgedragen of aan een door de bevoegde overheid goedgekeurd verhelpingsplan, en wordt vervoerd naar een vergunde installatie voor de behandeling van verontreinigde grond;

5° de afgegraven grond is afkomstig van een ander Gewest of een ander land. In dit geval is de kwaliteitscontrole vóór hun introductie op het grondgebied of overeenkomstig paragraaf 2, lid 2 en 3, volgens de bepalingen van dit besluit verricht;

6° de spoorweggrond wordt op een andere spoorweg hergebruikt onder de volgende voorwaarden:

- a) de grond is afkomstig van een niet-verontreinigde bodem, onafhankelijk van de spoorwegactiviteiten;
- b) de ontvangende site wordt door de opdrachtgever aangewezen;
- c) het gebruiksgebied:

i) bevindt zich niet in een voorkomingsgebied van grondwaterwinwerk bepaald krachtens artikel R.156 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt;

ii) valt niet onder de milieus beschermd bij of krachtens de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

iii) is niet blootgesteld aan een natuurrisico of zware geotechnische drukfactoren bedoeld in artikel D.IV.57 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals de overstrooming in de gebieden onderhevig aan het overstromingsrisico in de zin van artikel van het Waterwetboek, de instorting van een rotswand, de aardverschuiving, de karst, de mijnverzakkingen, de verzakkingen te wijten aan mijnwerken, winningen van ijzerertsen of ondergrondse holtes of aardbevingsgevaar.

§ 4. De controle op de kwaliteit van de afgegraven grond heeft betrekking op de in bijlage 2 bedoelde parameters alsook op de kenmerken vermeld in artikel 13, § 1.

De resultaten van de analyses verricht overeenkomstig de bepalingen van het decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan of van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen of de uitvoeringsbesluiten ervan kunnen geldig hergebruikt worden voor de karakterisering van de gronden voor zover ze relevant en huidig zijn en voor zover geen andere verontreiniging verdacht wordt of de geïdentificeerde concentraties van verontreinigende stoffen heeft doen toenemen. Meer bepaald zijn de resultaten verkregen ten gevolge van het onderzoek van de opvullingen in het kader van een oriënterings-, een karakteriseringsonderzoek of, in voorkomend geval, van een gecombineerd onderzoek, geldig en voldoende om de kwaliteit van de grond in de zin van dit besluit te karakteriseren.”.

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt: “De staalafnamen worden door één persoon bedoeld in artikel 48 van het bodembesluit uitgevoerd.”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 7/1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 7/1. De grond van plantaardige producties maakt het voorwerp van een kwaliteitscontrole alvorens de vergunde installatie voor de productie van die grond te verlaten.

Wanneer deze grond gebruikt wordt op een ontvangende site waarvan het soort gebruik landbouwkundig is, wordt de kwaliteitscontrole uitgeoefend overeenkomstig de registratiebeslissingen gegeven in uitvoering van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt.

In de gevallen die niet bedoeld zijn in het tweede lid, wordt de kwaliteitscontrole overeenkomstig artikel 6, § 4, verricht.”.

Art. 9. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

“In het kader van de taken die haar zijn toevertrouwd overeenkomstig artikel 43 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, en in afwijking van de voorgaande leden, wordt de SPAQuE gemachtigd om het grondkwaliteitsverslag op te stellen.”;

2° paragraaf 3, 1°, wordt vervangen als volgt:

“de vergunde installatie en de site van oorsprong van de grond in de in artikel 6, § 2, bedoelde gevallen geïdentificeerd kunnen worden;”.

Art. 10. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 wordt de eerste zin van het derde lid vervangen als volgt :

“Binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het verslag wordt de beslissing elektronisch aan de aanvrager gericht. De aanvrager stuurt een afschrift van de beslissing aan de houder van een zakelijk recht op de site van oorsprong. Uit die beslissing wordt één van de volgende conclusies afgeleid:”;

2° in paragraaf 1 wordt een lid tussen lid 4 en lid 5 ingevoegd, luidend als volgt:

“Indien het rapport wordt geweigerd omdat er binnen de in het vierde lid bedoelde termijn geen beslissing is genomen, betaalt de administratie, of de opvolgingsinstelling in het geval van een concessie, de aanvrager de in artikel 11 bedoelde dossierkosten terug.”;

3° in paragraaf 2, eerste lid, worden de woorden “het terrein” vervangen door de woorden “de site”;

4° in paragraaf 2, derde lid, wordt het woord “tien” vervangen door het woord “zeven”;

5° in paragraaf 2, vijfde lid, wordt het woord “nieuwe” geschrapt en wordt het woord “dertig” vervangen door het woord “vijftien”;

6° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “twee jaar” vervangen door de woorden “vijf jaar”;

7° in paragraaf 3, derde lid, worden de woorden “De geldigheidsduur kan voor een gelijke duur verlengd worden, volgens de procedure vastgesteld in paragraaf 1, als aangetoond wordt dat de grondkenmerken niet gewijzigd zijn sinds de indiening van het grondkwaliteitsverslag” opgeheven.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt artikel 10 met de paragrafen 4 en 5, aangevuld, luidend als volgt:

“§ 4. De geldigheidsduur van het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit kan met een periode van vijf jaar worden verlengd. De verlengingsmodaliteiten worden in de “GRGT” vastgesteld.

De in het eerste lid bedoelde verlenging is niet toegestaan in geval van een incident of een andere gebeurtenis die de kwaliteit van de onder het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit vallende grond kan hebben gewijzigd.

§ 5. In geval van een incident of gebeurtenis die de kwaliteit van de grond, zoals vastgelegd in een grondkwaliteitsverslag, kan wijzigen, werkt de opdrachtgever, alvorens een nieuwe verplaatsing van door het incident getroffen grond plaatsvindt, het grondkwaliteitsverslag, dat het vorige vervangt, bij en verzoekt hij om bijwerking van het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit, dat het vorige vervangt.”.

Art. 12. In artikel 11, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid worden de woorden “Het wordt als volgt vastgesteld” vervangen door de woorden “Het bedrag wordt als volgt vastgesteld :”;

2° tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd:

"Wanneer de aanvraag meer dan driemaal moet worden onderzocht omdat het eerste verslag onvolledig is, wordt een aanvullend dossierrecht ter hoogte van 10 % van het in het vorige lid bedoelde eerste dossierrecht, met een minimum van 100 EUR en een maximum van 300 EUR, geheven voordat een beslissing wordt genomen over het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit. ";

3° in het voormalige lid 3, dat het vierde lid wordt, worden de woorden "van dit artikel" ingevoegd tussen de woorden "het dossierrecht" en het woord "automatisch";

4° in paragraaf 1, in het voormalige lid 4, dat het vijfde lid wordt, worden de woorden "van dit artikel" ingevoegd tussen de woorden "het dossierrecht" en de woorden "in functie";

Art. 13. Artikel 11 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

"§ 3. Indien de aanvraag betrekking heeft op de verlenging van de geldigheidsduur van het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit overeenkomstig artikel 10, lid 4, wordt een dossierrecht geheven ten bedrage van 10% van het bedrag van het dossierrecht dat werd geheven bij de afgifte van het eerste getuigschrift, met een minimumbedrag van 100 EUR en een maximumbedrag van 300 EUR.

Wanneer de aanvraag betrekking heeft op de bijwerking van het getuigschrift voor de controle op de grondkwaliteit overeenkomstig artikel 10, § 5, wordt een behandlingsvergoeding geheven die overeenkomt met een forfaitair bedrag van 100 euro. "

Art. 14. Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° door het type gebruik V, in het geval van wegen en spoorwegen, behalve in de gevallen bedoeld in artikel 6, § 3, 2°, c), waar het type gebruik overeenkomstig de vorige punten wordt vastgesteld. ».

Art. 15. In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

het tweede lid wordt aangevuld met de volgende zin :

"Afgegraven grond die wordt gebruikt op een wegplatform in gebieden die toegankelijk zijn voor het publiek en niet bedekt zijn met een verharding, moet voldoen aan de voorwaarde van artikel 6, § 3, 2° d). ";

er worden drie leden tussen het tweede en het derde lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Voor de spoorweggrond, gebruikt in het platform van een andere spoorweg, wordt het maximaal toegelaten gehalte aan inert bouwgruis, bedoeld in lid 1, 3°, op 10% gebracht.

In afwijking van paragraaf 1, 4°, mag het maximaal toegelaten gehalte aan steenachtige materialen van natuurlijke oorsprong hoger zijn dan 50 % onder de volgende voorwaarden :

1° de ontvangende site stemt in met de overschrijding van het maximumgehalte en deelt deze instemming mee aan de Administratie of aan de opvolgingsinstelling in geval van een concessie;

2° de toplaag van de grond voldoet aan de gehalten vermeld in paragraaf 1, 2 en 3;

3° de toplaag van de grond heeft een minimale dikte van 50 cm.

Voor gebieden met een bedekking, is de bepaling van het vierde lid, 3°, niet van toepassing. " ";

in voormalig lid 3, dat lid 6 wordt, worden de woorden "in lid 1 en lid 2 " vervangen door de woorden "in lid 1, lid 2 en lid 3; ";

2° in paragraaf 2, eerste lid:

- in de Franse versie wordt het woord "pas" ingevoegd tussen de woorden "Les terres qui ne répondent" en de woorden "aux conditions d'utilisation";

- het woord "en" wordt vervangen door het woord "of".

Art. 16. In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 december 2018 en 13 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt:

" § 1. Afgegraven grond, ontsmette grond en grond van plantaardige producties als bedoeld in artikel 7/1, lid 3, die aan een kwaliteitscontrole onderworpen worden, kunnen op een ontvangende site gebruikt worden voor zover hun parameters lager dan of gelijk zijn aan 40% van de ondergrenswaarden in oliekoolwaterstoffen en 80% van de andere ondergrenswaarden vastgelegd bij of krachtens het decreet, volgens het gebruik van de ontvangende site of van het betrokken perceel van de ontvangende site. Die waarden worden, in voorkomend geval, aangevuld met ondergrenswaarden vastgelegd in bijlage 2 en de ondergrenswaarden van overeenkomstig artikel 9, § 4, van het decreet niet-genormeerde parameters.

Indien uit de kwaliteitscontrole blijkt dat de bij of krachtens het decreet vastgestelde grenswaarden als gevolg van bodemconcentraties worden overschreden, kunnen afgegraven grond, ontsmette grond en grond van plantaardige producties als bedoeld in artikel 7/1, lid 3, worden gebruikt op een ontvangende site, of op een betrokken perceel van de ontvangende site, waarvan de bodemconcentraties gelijk zijn aan of hoger zijn dan de concentraties op de site van oorsprong, mits er geen sprake is van een aanvullend risico voor het milieu en de menselijke gezondheid. ";

2° in paragraaf 2:

de woorden "artikel 7, § 2" worden vervangen door de woorden "artikel 7/1";

de woorden "het gebruikscertificaat" worden vervangen door de woorden "de registratiebeslissing".

Art. 17. In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "gelegen in een gebruiksgedebied van type" worden vervangen door de woorden "van het soort gebruik";

b) 1° wordt vervangen als volgt: "1° de grond schrijden de waarden vermeld in artikel 14 niet over, die van toepassing zijn op een gebruik op een ontvangende site van het soort gebruik V;";

c) het eerste lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt: "4° uit een risicobeoordeling die bij de milieuvergunningsaanvraag is gevoegd, blijkt dat de afwijkingswaarden geen risico inhouden voor de ontvangende site."

Art. 18. Artikel 15 wordt aangevuld met drie leden, luidend als volgt:

"Het eerste lid is niet van toepassing op elke site die deel uitmaakt van een ontginningsgebied en een gebied van aanhorigheden van ontginningen in de zin van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

De grondverwerker voert een systematische controle op de naleving van de vastgestelde normen in om vóór het vervoer naar de ontvangende site na te gaan of de grond, overeenkomstig paragraaf 1, 2°, voldoet aan de in zijn globale vergunning vastgestelde waarden.

Voor de aanleg van de afdeklaag van de bodem van een centrum voor technische ingraving van klasse 2 mag onder de volgende voorwaarden worden afgeweken van de in artikel 14 genoemde waarden voor het geplande gebruik:

1° de grond van de tweede categorie, in de zin van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving, voldoet aan de in artikel 14 vastgestelde waarden die van toepassing zijn voor gebruik op een ontvangende site van gebruikstype V of een lager gebruikstype;

3° de toplaag van de grond met een minimale dikte van 30 cm stemt overeen met de waarden die van toepassing zijn op het soort gepland gebruik overeenkomstig artikel 14, § 1, eerste lid, 1°."

Art. 19. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) lid 1 wordt gecombineerd tot een paragraaf 1 en lid 2 wordt gecombineerd tot een paragraaf 2;

b) het artikel wordt aangevuld met een derde paragraaf, luidend als volgt:

"§ 3. Mits met de verrichting geen frauduleuze doelstelling als bedoeld in de paragrafen 1 en 2 wordt nagestreefd, is het samenbrengen van grond mogelijk onder de in artikel 18 gestelde voorwaarden. "

Art. 20. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

het tweede lid, 2°, wordt aangevuld met de volgende woorden:

"of wanneer de grond bestemd is voor een centrum van technische ingraving, de aanwijzing van dit centrum voor technische ingraving. ";

b) in het tweede lid, 6°, worden de woorden "het vergunningsnummer" vervangen door de woorden "de referentie van de milieuvergunning";

2° in paragraaf 2:

in het eerste lid worden de woorden "of een centrum voor technische ingraving" ingevoegd tussen de woorden "een vergunde installatie" en de woorden "vervoerd wordt, en";

de woorden "drie dagen" worden vervangen door de woorden "twee dagen";

3° in paragraaf 2 wordt een lid tussen lid 2 en lid 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Indien de kennisgeving van het grondverzet wordt geweigerd omdat er binnen de in het tweede lid bedoelde termijn geen beslissing is genomen, betaalt de administratie, of de opvolgingsinstelling in het geval van een concessie, de aanvrager de in artikel 22 bedoelde dossierkosten terug. ";

4° in paragraaf 3, derde lid, wordt het woord "tien" vervangen door het woord "zeven";

5° in paragraaf 3, vijfde lid, wordt het woord "nieuwe" geschrapt en wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "vijftien".

Art. 21. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3 wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 2 en lid 3:

"Indien de kennisgeving van het samenbrengen van grond wordt geweigerd wegens het uitblijven van een beslissing binnen de in het tweede lid bedoelde termijn, betaalt de administratie of de opvolgingsinstelling, in geval van concessie, de aanvrager de in artikel 22 bedoelde dossierrechten terug. ";

2° in paragraaf 4, tweede lid, wordt het woord « tien » vervangen door het woord « zeven »;

3° in paragraaf 4, vierde lid, wordt het woord "nieuwe" geschrapt en wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "vijftien";

Art. 22. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 20. De persoon die verantwoordelijk is voor de verwijdering van grond overeenkomstig artikel 26 stelt de administratie, of de opvolgingsinstelling in geval van een concessie, langs elektronische weg in kennis van het einde van het grondverzet naar een bepaalde bestemming. De kennisgeving geschiedt binnen acht werkdagen na het einde van het grondverzet.

De grondverwerker, de exploitant van de vergunde installatie of het centrum voor technische ingraving bevestigt langs elektronische weg aan de administratie, of aan de opvolgingsinstelling in het geval van een concessie, de ontvangst van de grond binnen acht werkdagen na het verstrijken van de in lid 1 bedoelde termijn.

Bij een weigering tot ontvangen van de grond, geeft de grondverwerker, de exploitant van de vergunde installatie of het centrum voor technische ingraving binnen acht werkdagen na de weigering van de grond langs elektronische weg kennis van de weigering en vermeldt hij de redenen voor de weigering.

De kennisgeving geeft aanleiding tot het verstrekken, via een elektronisch bericht, van een bericht van ontvangst en, in voorkomend geval, tot een verzoek tot het indienen van aanvullende informatie binnen de drie dagen te rekenen van de ontvangst ervan. "

Art. 23. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1:

in lid 3 worden de woorden "Het dossierrecht wordt vastgesteld als volgt" vervangen door de woorden "Het bedrag wordt vastgesteld als volgt:";

In het vierde lid worden de woorden "bepaald in dit artikel" ingevoegd tussen het woord "dossierrecht" en het woord "automatisch";

In het vierde lid worden de woorden "bepaald in dit artikel" ingevoegd tussen het woord "dossierrecht" en de woorden "in functie van";

2° in paragraaf 2:

in het eerste lid, worden de woorden "artikel 7, §2, derde lid" vervangen door de woorden "artikel 7/1, derde lid"; het tweede lid wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt:

"In afwijking van paragraaf één wordt jaarlijks een forfaitair bedrag van tweehonderdvijftig euro geheven voor de in artikel 7/1, lid 2, bedoelde grond van plantaardige producties.

In afwijking van paragraaf 1 worden een forfaitair dossierrecht van 25 euro geheven voor elke kennisgeving van verzet van afgegraven grond naar een centrum voor technische ingraving. ».

Art. 24. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

« Art. 25. De beslissing om de kwaliteitscontrole van de afgegraven grond uit te voeren op de plaats van herkomst of in de overeenkomstig artikel 6, § 2 vergunde installatie, en de verantwoordelijkheid voor het uitvoeren van de kwaliteitscontrole en voor het verkrijgen van het kwaliteitscontrolecertificaat voor grond, alsmede voor het dragen van de daarmee verband houdende kosten, berust bij de bouwheer. ».

Art. 25. In artikel 27, § 1, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt : "Wanneer het kwaliteitscontrolecertificaat voor grond wordt verkregen vóór de aanvang van de opdracht, de offerteaanvraag of de bestelling van werken, wordt het bij het bestek, de offerteaanvraag of de bestelbon gevoegd. ».

Art. 26. In artikel 17 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 1 aangevuld met drie leden, luidend als volgt :

"Wanneer het kwaliteitscontrolecertificaat voor grond niet wordt verkregen vóór de aanvang van de opdracht, de offerteaanvraag of de bestelling van werken, wordt de kwaliteitscontrole uitgevoerd in een vergunde installatie, onverminderd artikel 6, § 2.

Op uitdrukkelijk verzoek van de bouwheer, en wanneer het volume grond groter is dan 400 m³ of afkomstig is van een verdachte locatie, en de kwaliteitscontrole wordt gelast door de bouwheer nadat het bedrijf is aangewezen dat verantwoordelijk is voor de afgravingswerken en de evacuatie van de grond, worden de grondmonsters voor analyse genomen op de plaats van herkomst of op de naar behoren gemachtigde groepeeringsplaats, van de te analyseren bodemonsters en de vaststelling van de analyseparameters door de deskundige overeenkomstig artikel 14, wordt een proces-verbaal opgesteld dat wordt ondertekend door de deskundige, de bouwheer, de onderneming die de werken uitvoert, de verantwoordelijke voor de voorgestelde ontvangende site en/of opslag- en/of behandelingscentrum, of hun vertegenwoordigers.

Indien de kwaliteitscontrole van de grond voor de betrokken staal door een vergunde installatie of een ontvangende site in twijfel wordt getrokken, wordt een tegensprekelijke kwaliteitscontrole uitgevoerd. Indien dit laatste nog niet het geval is, wordt een tweede tegensprekelijke kwaliteitscontrole uitgevoerd, die definitief zal zijn. Een addendum bij het reeds opgestelde rapport kwaliteit van de grond wordt overeenkomstig artikel 10 ingediend bij de administratie, of bij de opvolgingsinstelling in het geval van een concessie. Een nieuw kwaliteitscertificaat voor de grond zal worden opgesteld op basis van de laatste tegenstrijdige analyses en zal niet langer ter discussie worden gesteld. De in artikel 11, § 3, lid 2, bedoelde dossierkosten zijn van toepassing. De kosten van de twee kwaliteitscontroles en de dossierkosten komen ten laste van degene die het initiatief neemt tot de aanvullende kwaliteitscontroletests.

De analyses van de grond die in het kader van de tegensprekelijke kwaliteitscontroles zijn genomen, worden uitgevoerd door andere erkende laboratoria dan die welke de oorspronkelijke analyses hebben uitgevoerd. De bodembemonstering wordt uitgevoerd door een erkende deskundige of een geregistreerde monsternemer die niet degene is die de oorspronkelijke monsterneming heeft uitgevoerd. Overeenkomstig artikel 53 van het besluit van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, mogen de activiteiten van de geregistreerde monsternemer niet, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, worden gecontroleerd of beheerd, in welke vorm ook, door de opdrachtgever of door de uitvoerder van de werken. ».

Art. 27. In artikel 30, 5°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "op het niveau van zijn operationeel kader," worden ingevoegd tussen de woorden "onrechtstreeks," en "activiteiten uitoefenen";

2° het woord "operationele" wordt ingevoegd tussen de woorden "tellen in zijn" en "structuren".

Art. 28. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden "en de forfaitaire bedragen" ingevoegd tussen het woord "dossierrechten" en het woord "verschuldigd";

1° in het tweede lid, worden de woorden "en de forfaitaire bedragen" ingevoegd tussen het woord "dossierrechten" en het woord "worden";

Art. 29. In artikel 33 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid:

de woorden "bouwmaterialen en -afval" vervangen het woord "bouwafval";

de woorden "en sloopafval" worden ingevoegd tussen het woord "afval" en het woord "dat";

2° in het tweede lid:

de woorden "of, in voorkomend geval" worden opgeheven;

Het woord "en" wordt vervangen door de woorden "of op een andere door de administratie aangewezen plaats. Wanneer dit comité vergadert over een grond-gerelateerde zaak, telt hij";

In punt 4°, worden de woorden “het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur”.

Art. 30. In hetzelfde besluit wordt een artikel 63/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 63/2. De geldigheidsduur van de afgegeven getuigschriften voor de controle op de grondkwaliteit, die twee jaar bedraagt, wordt overeenkomstig artikel 10 van dit besluit verlengd tot vijf jaar. »

Art. 31. Artikel 64 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid:

“Artikel 14, paragraaf 1, tweede lid, treedt in werking op 1 januari 2022.”

Art. 32. In bijlage 1 bij hetzelfde besluit worden de woorden “artikel 1, 21°”, vervangen door de woorden “artikel 1, 11°”.

Art. 33. In bijlage 2 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1) worden de woorden “door een laboratorium dat erkend is overeenkomstig artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende het bodembeheer en de sanering of door een laboratorium dat erkend is overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019 tot vaststelling van de voorwaarden voor de registratie van de monsternemers van afval en de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria voor afvalanalyse” ingevoegd tussen het woord “ontleden” en het “in”;

2° het woord “(datum)” wordt vervangen door de woorden “1 maart 2018”;

3° in de eerste tabel wordt het opschrift van de tweede kolom van de eerste regel vervangen door:

“Maximumdrempel voor gebruik in gebruikstype I, II, III of IV (mg/kg droge stof);

4° in de eerste tabel wordt het opschrift van de derde kolom van de eerste regel vervangen door:

“Maximumdrempel voor gebruik in gebruikstype V (mg/kg droge stof)”.

Art. 34. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het asbestvezelgehalte van grond moet lager zijn dan de drempels, vastgesteld in de tabel hieronder. De grond waarvoor het asbestvezelgehalte de bovengrens voor de soorten gebruik I, II, III en IV overschrijdt zonder de bovengrens voor soort gebruik V overschrijdt, worden overdekt met een veiligheidsvlies en een laag van minstens één meter grond overeenkomstig artikel 14, of met een bedekking. ».

Art. 35. In bijlage 3 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) onder de rubriek “Identificatie”:

in de eerste tabel, 10e kolom, 1e regel, wordt het woord “Contactpersoon” vervangen door de woorden “Contactpersoon en e-mail adres”;

tussen de eerste en de tweede tabel wordt de volgende zin ingevoegd:

“In geval van mede-eigendom moeten in de bovenstaande tabel de gegevens van de syndicus worden ingevuld. In het geval van een bodemkwaliteitsrapport dat is uitgevoerd op een oorspronkelijke locatie met meer dan drie eigenaren, wordt ten minste één eigenaar in de bovenstaande tabel vermeld. »;

in de tweede tabel, 10e kolom, 1e regel, wordt het woord “Contactpersoon” vervangen door de woorden “Contactpersoon en e-mail adres”;

2° onder de rubriek “Project”, in de enige tabel:

in de eerste kolom, tweede regel, worden de woorden “administratieve referentiegegevens van de vergunning(en) in verband met het project, in voorkomend geval” vervangen door de woorden “Datum van afgifte van de vergunning en de bevoegde autoriteit die deze heeft afgegeven”;

b) de vierde regel wordt opgeheven;

3° onder de rubriek “Site van oorsprong”:

in de eerste tabel:

in de 2e kolom, 1e regel, worden de woorden “voor het verslag” geschrapt;

in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden “van de site van oorsprong” vervangen door de woorden “van het uitgravinggebied”;

de tweede kolom wordt opgeheven;

In de tweede tabel, eerste kolom, eerste regel, worden de woorden “van de site van oorsprong” vervangen door de woorden “van het perceel”;

4° In de rubriek “Samenstelling van de stalen”, in de 2e kolom, 1e regel van de enige tabel, worden de woorden “van de site van oorsprong” vervangen door de woorden “van het perceel”;

5° onder de rubriek « Resultaten » :

in de tweede kolom, tweede regel van de enige tabel, worden de woorden “van de site van oorsprong” vervangen door de woorden “van het uitgravinggebied”;

onder de enige tabel wordt de volgende zin ingevoegd:

“In het geval van een oorspronkelijke site die buiten Wallonië is gelegen, is het mogelijk dat de kadastrale referenties niet zijn ingevuld. »;

6° onder de rubriek « Besluit: Omschrijving onderzoekswerken : », onder de enige tabel :

- in lid 1, getiteld “Plattegronden:”, worden in 2° tussen de woorden “onderzoeksresultaten” en “en” de woorden “, de diepte van de stalen” ingevoegd;

- in het tweede lid, getiteld “Bijlagen”:

- in 1° worden de woorden “boringsprofiel” vervangen door de woorden “CWEA-conforme stalenregisters”;

- in 3° worden de woorden “Eensluitend uittreksel uit de gegevensbank bodemtoestand, niet ouder dan drie maanden” vervangen door de woorden “gegevens afkomstig uit de databank inzake de bodemtoestand, behalve wanneer het gaat om de productie van weg- of spoorweggrond of om grond die in het Waals Gewest wordt ingevoerd.”.

Art. 36. In bijlage 4 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° onder de rubriek "Identificatie", in de derde tabel;

in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

de vijfde kolom wordt geschrapt;

2° onder de rubriek "stalen", in de tweede kolom, eerste regel van de tabel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

Art. 37. In bijlage 5 bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 1 met als opschrift "In het geval waarin een controlecertificaat grondkwaliteit nodig is : ", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Onder de zin « In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong », in de derde tabel van genoemd punt 1:

in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

de laatste kolom wordt opgeheven;

onder het woord "stalen", in de vierde tabel van genoemd punt 1, tweede kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

onder de zin "In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft":

in de zesde tabel van de genoemde bijlage worden in de vijfde kolom, eerste regel, de woorden "van de site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

tussen de zesde en de zevende tabel van genoemd punt 1 wordt de volgende zin ingevoegd:

"Als de grond uit Wallonië wordt uitgevoerd, zijn de kadastrale referenties en de Lambert 72-coördinaten misschien niet ingevuld. ";

in de 7e tabel van het genoemde punt 1 :

in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het perceel";

in de 11e kolom, 1e regel, wordt het woord "Contactpersoon" vervangen door de woorden "Contactpersoon en e-mail adres";

tussen de 7° en de 8° tabel van genoemd punt 1 worden twee zinnen ingevoegd, luidend als volgt:

"In geval van mede-eigendom moeten in de bovenstaande tabel de gegevens van de syndicus worden ingevuld. In het geval van een ontvangende site met meer dan drie eigenaars, moet ten minste één eigenaar in bovenstaande tabel worden vermeld. ";

in de 8° tabel van genoemd punt 1, in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het perceel";

tussen de titelloze achtste tabel en de negende tabel wordt onder het woord "Gebruik" van het genoemde punt 1 de volgende zin ingevoegd:

"Indien de grond uit Wallonië wordt uitgevoerd, wordt de informatie in de kolommen 2, 3, 4 en 5 niet ingevuld. ";

in de 9e tabel van genoemd punt 1, in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

tussen de negende tabel onder het woord "Gebruik" en punt 2 van genoemde bijlage, in de bepalingen onder de woorden "Planificatie van de werken", bestaande uit een eerste alinea die begint met een streepje en een tweede alinea met een lijst van 1 tot en met 4, wordt een derde lid ingevoegd, die als volgt luidt

"Voor uit Wallonië uitgevoerde grond zijn de plattegronden 1° tot 4° niet nodig;

2° in punt 2 met als opschrift "In het geval waarin een controlecertificaat grondkwaliteit niet nodig is : ", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

onder de woorden "In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong » :

in de 4e tabel van het genoemde punt 2 :

in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

de laatste kolom wordt opgeheven;

ii) in de 5e tabel van genoemd punt 2, in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het perceel";

iii) in de zesde tabel van het genoemde punt 2 worden de vierde en de vijfde kolom opgeheven;

iv) in de 7e tabel, tweede kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site van oorsprong" vervangen door de woorden "van het uitgravingsgebied";

onder de woorden "In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft":

i) in de 10e tabel van het genoemde punt 2 :

in de vijfde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

in de vijfde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

ii) in de 11e tabel van het genoemde punt 2 :

in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het perceel";

in de 11e kolom, 1e regel, wordt het woord "Contactpersoon" vervangen door de woorden "Contactpersoon en e-mail adres";

iii) tussen de 11e en de 12e tabel van genoemd punt 2 wordt één zin ingevoegd, luidend als volgt:

"In het geval van een mede-eigendom wordt de bovenstaande tabel aangevuld met de contactgegevens van de syndicus. In het geval van een ontvangende site met meer dan drie eigenaars, wordt ten minste één eigenaar in bovenstaande tabel vermeld. »;

in de 12e tabel van genoemd punt 2, in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het perceel";

onder het woord « Gebruik » :

in de 13e tabel van genoemd punt 2, in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

(ii) tussen de dertiende tabel van genoemd punt 2 onder het woord "Gebruik" en punt 3 getiteld "Kennisgeving van ontvangst van grond" van genoemde bijlage, in de bepalingen onder genoemde dertiende tabel, bestaande uit een eerste alinea die bestaat uit de zin "In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong, ", een lid 2 die begint met de woorden "Plan van de site van oorsprong" en die een opsomming van 1° tot en met 4 bevat, een lid 3 die bestaat uit de zin "In het geval waarin de grond als bestemming een ontvangende site heeft:", een lid 4 die begint met de woorden "Plan van de ontvangende site: " en met een lijst van 1° tot en met 4°, en een vijfde lid dat bestaat uit de zin "In het geval waarin de grond afkomstig is van een site van oorsprong Eensluitend uittreksel uit de gegevensbank bodemtoestand, niet ouder dan drie maanden, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in lid 2 worden de punten 2°, 3° en 4° opgeheven;

het vijfde lid wordt opgeheven;

3° in punt 3 met als opschrift "Kennisgeving van de ontvangst van grond: ", worden de volgende wijzigingen aangebracht :

onder de woorden "Ontvangst van de grond.", tussen deze woorden en de tweede tabel van punt 3, wordt de zin "In het geval waarin de grond afkomstig van een vergunde installatie." vervangen door de zin "In het geval waarin de grond afkomstig van een vergunde installatie of een centrum voor technische ingraving";

in de Franse versie tussen de derde en de vierde tabel van het genoemde punt 3 wordt in de zin « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site 'récepteur », de woorden « site 'récepteur » vervangen door de woorden « site récepteur »;

in de Franse versie wordt de zin « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site 'récepteur », de volgende zin « Dans le cas où les terres sont réceptionnées sur un site récepteur » :

i) in de vijfde tabel;

- in de derde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

- in de vijfde kolom, eerste regel, worden de woorden "van de site" vervangen door de woorden "van het opgevlude gebied";

ii) in de zesde tabel:

- in de eerste kolom, eerste regel, worden de woorden "van de ontvangende site" vervangen door de woorden "van het perceel";

- in de 11e kolom, 1e regel, wordt het woord "Contactpersoon" vervangen door de woorden "Contactpersoon en e-mail adres";

Art. 38. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage 7 die bij dit besluit gevoegd wordt.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering;*

Art. 39. Artikel 3, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"Het bericht van ontvangst in de zin van artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake, wordt beschouwd als een voorafgaande beslissing in de zin van paragraaf 2, tweede lid, van dit besluit, en een vrijstelling in de zin van artikel 46 van het decreet van 1 maart 2018 en artikel 77, eerste lid, 2°, van dit besluit, en wordt gevoegd bij elke vergunningsaanvraag die getroffen wordt door de verplichtingen van artikel 23 van het decreet van 1 maart 2018 wegens een valorisering overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het decreet van 1 maart 2018 en de uitvoeringsmaatregelen ervan. "

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4ter van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt*

Art. 40. In artikel 20, paragraaf 1, tweede lid, van het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2019 houdende uitvoering van de procedure voor de beëindiging van het statuut van afvalstof bedoeld in artikel 4ter van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, worden de woorden "artikel 11" vervangen door de woorden "artikel 10".

Art. 41. In bijlage II bij hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in onderafdeling 2.2, in punt 2.2.2, worden de woorden "onderafdeling1" vervangen door woorden "onderafdeling 2.1";

2° in onderafdeling 2.3, in punt 2.3.2, derde kolom van de eerste tabel, worden de woorden "S/cm" vervangen door "µS/cm";

3° in de onderafdeling 2.3, in punt 2.3.2, in de tabel "Proef op de samenstelling van het brutostaal", worden de woorden "NBN" vervangen door de woorden "NEN".

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 42. Dit besluit treedt in werking op 30 juni 2021.

Art. 43. De Minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten inzake het beheer en de traceerbaarheid van grond

“Bijlage 7 bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake

Voornaamste elementen die in aanmerking moeten worden genomen bij het vaststellen van de “Guide de Référence relatif à la Gestion des Terres” (Referentiehandleiding betreffende het Bodembeheer) (CRGT)

De “guide de référence relatif à la gestion des terres” (GRGT) heeft tot doel de kwaliteit van het onderzoeksproces te waarborgen en alle belanghebbenden te ondersteunen bij de kwaliteitscontrole en de traceerbaarheid van de grond.

In de richtlijn wordt onder meer bepaald aan welk kwaliteitsniveau een bodemkwaliteitsrapport moet voldoen en welke bemonsteringsstrategieën moeten worden toegepast om een representatieve kwaliteit van een staal grond te verkrijgen.

INHOUD VAN DE GRGT

De GRGT is onderverdeeld in 4 hoofdstukken:

Inleiding

Procedures

Controle van de grondkwaliteit

Analyses

Inleiding

De gids introduceert de doelstellingen van de GRGT zoals uiteengezet in artikel 5 en het toepassingsgebied van de GRGT.

Procedures

De gids behandelt de verschillende procedures waarmee veldwerkers te maken kunnen krijgen: het uitvoeren van een kwaliteitscontrole van de bodem, hergebruik van de bodem op de oorspronkelijke locatie, analyse in een erkende instelling,

Evenzo zullen in de gids de regels worden vastgesteld voor de gelijkwaardigheid tussen de in het land gemeten waarden voor de concentratie van verontreinigende stoffen, de normen die zijn opgenomen in bijlage I van het decreet betreffende de normatieve waarden en de achtergrondconcentraties, alsmede een specifieke procedure voor de terugwinning van grond die afkomstig is uit een bestemd is voor gebieden met achtergrondconcentraties, op basis van een aangepaste cartografie van de achtergrondconcentraties.

Hij preciseert ook het begrip bijkomend risico, waarnaar in artikel 14 van dit besluit wordt verwezen.

Hij bepaalt de procedures voor het uitvoeren van de risicostudie die de aanvraag voor een milieuvergunning krachtens artikel 15 van dit besluit vergezelt en de kenmerken van de eindlaag van de bodem.

Controle van de grondkwaliteit

In de gids worden bemonsteringsstrategieën vastgesteld om te komen tot een representatieve kwaliteit van de grond waarop kwaliteitscontrole wordt uitgeoefend. Deze strategieën zijn gebaseerd op het concept van een staal. De analyses worden uitgevoerd op samengestelde monsters die bestaan uit verschillende basisonsters die uit de te karakteriseren staal zijn genomen.

De Gids bepaalt de gevallen en voorwaarden waarin de grond besmet door een invaderende niet-inheemse plantensoort verplaatst of gebruikt kan worden.

Tevens wordt de gelijkwaardigheid tussen de procedures van andere regio's vastgesteld.

In dit hoofdstuk komen de volgende punten aan de orde:

Identificatie van de te karakteriseren stalen:

De gids legt de verschillende toestanden van een staal vast (op zijn plaats, in palen, in wiersen, onder de rijweg...), alsmede de kenmerken waaraan deze moeten voldoen (geringe typologische variatie).

Volumetrie van de stalen

De volumetrie van de stalen grond is van primair belang voor het vaststellen van de nodige procedures voor kwaliteitscontrole en voor het bepalen van onderzoeksstrategieën.

In de gids worden ook een uitzettingsfactor en een zogenaamde “standaard”-dichtheid gedefinieerd.

In verband met het vorige hoofdstuk “Identificatie van te karakteriseren stalen” vermeldt de gids de gevallen van sterke heterogeniteit.

Macroscopisch onderscheid van stalen :

De identificatie van de stalen is gebaseerd op de lithologische en macroscopische beschrijving van de grond ter plaatse of opgegraven door een monsternemer.

In de gids worden verschillende criteria genoemd die kunnen worden gebruikt voor de macroscopische beschrijving van grond. De beschrijving van de kenmerken van elke staal zal worden opgenomen in het verslag over de grondkwaliteit. Het zijn deze kenmerken die zullen worden gebruikt om de staal bij een eventuele latere tegen expertise te identificeren.

Fracties van steenachtig materiaal en organisch materiaal :

De gids verschaft opheldering over artikel 13 van dit besluit. De granulometrische fracties worden weergegeven om het percentage exogeen materiaal in een staal te bepalen.

Bemonsteringsprotocollen :

In de gids worden de bemonsteringsprotocollen geschetst en worden de minimale bemonsteringsstrategieën vastgesteld die moeten worden toegepast op een staal grond naar gelang van de toestand ervan (op zijn plaats, op de weg, in wiersen) en het volume ervan (of tonnage voor in wiersen gewikkelde stalen).

Er wordt in gespecificeerd dat de bemonsteringsstrategie wordt vastgesteld op basis van het volume van de staal op het tijdstip van bemonstering en dat er derhalve geen correctie nodig is om rekening te houden met eventuele volumeveranderingen ten gevolge van voorbehandeling of andere factoren.

Ook wordt een specifieke strategie uitgestippeld voor volumes boven een bepaalde drempel. De methode voor de berekening van de oplopende en samengestelde steekproeven is in het hoofdstuk opgenomen.

In de richtlijn wordt bepaald welke maatregelen moeten worden genomen wanneer per ongeluk verontreiniging wordt aangetroffen.

Analyses

Dit hoofdstuk is gewijd aan de analyses die moeten worden uitgevoerd in het kader van een kwaliteitscontrole van de bodem, alsmede aan de interpretatie die aan deze analyses moet worden gegeven.

De gids bepaalt op welk punt een analyse al dan niet als abnormaal kan worden beschouwd. Het probleem van fenol en de "nugget"-effecten worden besproken.

Zij bepaalt ook de methodologie voor het hergebruik van eerdere analyses (analyses die zijn uitgevoerd in het kader van het "bodem"- of "afvalstoffen"-decreet). Aan de hand van deze methode kan worden bepaald of de eerdere resultaten representatief zijn voor de kwaliteit van een staal.

De gids geeft ook aan welke procedures moeten worden gevolgd wanneer op een locatie asbest wordt aangetroffen. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verschillende besluiten inzake het beheer en de traceerbaarheid van grond.

Namen, 17 juni 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31801]

1^{er} JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, articles D.260/6, alinéa 1^{er}, et D.260/7, alinéa 1^{er}, insérés par le décret du 23 mars 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 avril 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2021;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 20 mai 2021;

Vu le rapport établi le 20 avril 2021 conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 69.420/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 juin 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2017 exécutant le Titre X/1 relatif à la réparation des dommages causés par des calamités agricoles du Code wallon de l'Agriculture, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 4^o, les mots « et des propositions d'aides visées » sont remplacés par les mots « ou à l'élaboration de la décision relative à l'octroi de l'aide à la réparation visée »;

b) au 5^o, les mots « des propositions d'aides visées » sont remplacés par les mots « à l'élaboration de la décision relative à l'octroi de l'aide à la réparation visée ».

Art. 2. Dans l'article 4, § 6, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « par le Ministre » sont insérés entre les mots « le formulaire prévu » et les mots «, accompagnés d'une copie ».

Art. 3. Dans l'article 8, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « proposition d'aide à la réparation des bénéficiaires » sont remplacés par les mots « décision relative à l'octroi de l'aide à la réparation ».

Art. 4. Dans le même arrêté, au Chapitre IV intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit :

« Notification de la décision relative à l'octroi de l'aide à la réparation ».